

RÉFORME DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES

QUESTIONS - RÉPONSES

BOD n° 6533
du 13 novembre 2001

texte n° 01-138

nature du texte : DA

du 31 octobre 2001

classement : R

RP :

bureau : F/3

nombre de pages : 60

diffusion :

NOR : BUD D 01 00 138 S

mots-clés : statut, entrepositaires
agréés, circulation, comptabilité
matières, CRD, viticulture,
produits soumis à accises

Date d'entrée en vigueur du texte : immédiate

Date de caducité du texte :

Références :

- voir ci-après la liste des textes cités en référence dans l'instruction

Texte abrogé :

Textes modifiés :

DA n° 96-216 du 18 septembre 1996 (BOD n° 6126 du 26 septembre 1996)

DA n° 99-040 du 22 février 1999 (BOD n° 6328 du 4 mars 1999)

DA n° 00-186 du 26 octobre 2000 (BOD n° 6464 du 3 novembre 2000)

DA n° 00-189 du 8 novembre 2000 (BOD n° 6466 du 18 novembre 2000)

DA n° 01-006 du 3 janvier 2001 (BOD n° 6481 du 16 janvier 2001)

DA n° 01-068 du 6 avril 2001 (BOD n° 6504 du 19 avril 2001)

Cette instruction a pour but de compléter et préciser certains points réglementaires. Lorsque les réponses apportées modifient ou abrogent d'anciennes dispositions, les références aux textes corrigés sont indiquées.

LISTE DES TEXTES CITES EN REFERENCE DANS L'INSTRUCTION

- Directive n° 92/12 modifiée du Conseil du 25 février 1992 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises (*JOCE* L 76 du 23 mars 1992) ;
- Règlement (CE) n° 1493/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune du marché vitivinicole (*JOCE* L 179 du 14 juillet 1999) ;
- Règlement (CE) n° 884/2001 de la Commission du 24 avril 2001 portant modalités d'application relatives aux documents accompagnant les transports des produits vitivinicoles et aux registres à tenir dans le secteur vitivinicole et abrogeant le règlement n° 2238/93 de la Commission du 26 juillet 1993 (*JOCE* L 200 du 10 août 1993) ;
- Règlement (CE) n° 1282/2001 de la Commission du 28 juin 2001 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1493/1999 du Conseil en ce qui concerne l'établissement des informations pour la connaissance des produits et le suivi du marché dans le secteur vitivinicole et modifiant le règlement (CE) n° 1623/2000 (*JOCE* L 176 du 29 juin 2001) ;
- DA n° 00-186 du 26 octobre 2000 (*BOD* n° 6464 du 3 novembre 2000) relative au statut des opérateurs ;
- DA n° 00-189 du 8 novembre 2000 (*BOD* n° 6466 du 18 novembre 2000) relative à la circulation des produits soumis à accises ;
- DA n° 01-006 du 3 janvier 2001 (*BOD* n° 6481 du 16 janvier 2001) relative à la comptabilité matières et aux registres vitivinicoles ;
- DA n° 01-068 du 6 avril 2001 (*BOD* n° 6504 du 19 avril 2001) relative à la réglementation des capsules représentatives de droits ;
- DA n° 01-100 du 19 juin 2001 (*BOD* n° 6517 du 29 juin 2001) relative à la procédure et au règlement du cautionnement n° CIA 200 du 1er juillet 2001.

Eléments de langage :

Dans la présente instruction, différents acronymes sont utilisés :

- **BOD** : bulletin officiel des douanes ;
- **CGI** : code général des impôts ;
- **CRD** : capsules représentatives de droits ;
- **CVI** : casier viticole informatisé ;
- **DAA/DAC** : document d'accompagnement administratif (DAA) ou commercial (DAC) ;
- **DAU** : document administratif unique (EX pour l'exportation et IM pour l'importation) ;
- **DCG** : déclaration complémentaire globale ;
- **DRM** : déclaration récapitulative mensuelle ;
- **DSA/DSAC** : document simplifié d'accompagnement administratif (DSA) ou commercial (DSAC) ;
- **SOFI** : système d'ordinateurs pour le fret international.

SOMMAIRE

I. Statut des opérateurs	p. 5
<ul style="list-style-type: none"> - Constitution du dossier d'entrepôt agréé - Domiciliation - Statut d'entrepôt agréé négociant - Caves coopératives et coopération - Statut d'entrepôt agréé récoltant - Consommation familiale 	
II. Circulation	p. 14
<ul style="list-style-type: none"> - Circulation des produits - Etablissement des documents d'accompagnement - Validation des documents d'accompagnement - Utilisation des documents d'accompagnement - Incidents - Transit en matière de contributions indirectes - Importation/exportation 	
III. Comptabilité matières	p. 29
<ul style="list-style-type: none"> - Agrément de la comptabilité matières - Inscriptions en comptabilité matières - Cas des réintégrations - Règles particulières de tenue de la comptabilité matières 	
IV. Capsules représentatives de droits (CRD)	p. 35
<ul style="list-style-type: none"> - Fabricants - Modèles et utilisation des CRD - Destructures et pertes de CRD - Vrac et sans CRD - CRD à l'étranger - Prestations de service et travail à façon - Répartition de CRD - Circulation avec CRD 	
V. Divers	p. 42
<ul style="list-style-type: none"> - Dispositif d'exonération des droits d'accises - Warrants - Autres 	
VI. Viticulture	p. 44
ANNEXES	p. 45
<ul style="list-style-type: none"> I. Transit CI et interruption de transport II. Régime du travail à façon III. Régime particulier des entrepôts agréés sans magasin et des sous-entrepôts IV. Tableau de synthèse des documents requis pour la circulation des produits soumis à accises V. Statut applicable aux différents cas de transfert d'exploitation avec stock de vin ou alcool y afférent VI. Ventes à distance VII. Etat des formalités applicables aux transporteurs en matière d'accises VIII. Utilisation des titres de mouvement pour les produits vitivinicoles en France 	
INDEX	p. 58

QUESTIONS	REPONSES
I - STATUT DES OPERATEURS	
Constitution du dossier d'entrepositaire agréé	
1 - La mise en place d'une caution est-elle préalable à l'obtention du numéro d'identification d'entrepositaire agréé ¹ ?	OUI, la mise en place d'une caution est préalable à l'agrément au statut d'entrepositaire agréé ² . NB : Certains opérateurs sont dispensés de la mise en place de caution, à raison de leur statut ou de leurs opérations ³ .
2 - Dossier d'agrément d'un entrepositaire agréé : - qui est concerné ? - les trois derniers bilans sont-ils vraiment nécessaires ? - le quitus fiscal est-il nécessaire dans tous les cas ? - le système comptable, les mesures de contrôle interne et les méthodes de contrôle si elles existent, doivent-ils être communiqués ?	Un dossier d'agrément doit être constitué pour tous les entrepositaires agréés. Cependant, des allègements sont prévus pour les opérateurs suivants : - les viticulteurs inscrits au casier viticole informatisé "CVT" : ils sont dispensés de produire l'ensemble des documents requis des entrepositaires agréés. Néanmoins, pour leurs expéditions intracommunautaires , ils doivent posséder un numéro d'identification accises et mettre en place, le cas échéant, une caution ; - les nouveaux entrepositaires agréés (cas des entreprises nouvellement créées) : ils sont dispensés de présenter les bilans et les quitus fiscaux ; - les anciens marchands en gros : ils sont entrepositaires agréés de droit et n'ont donc pas à constituer un nouveau dossier. Ils doivent néanmoins fournir certaines pièces au service dont ils dépendent (modèle de comptabilité matières et toute autre pièce manquante notamment le bilan fiscal pour les entrepositaires agréés réalisant des opérations en suspension) ; On entend par bilan, le bilan fiscal, dans la limite des trois derniers. Les quitus fiscaux (direction générale des impôts pour la TVA, Trésor Public pour la fiscalité directe) sont exigés des sociétés dont le chiffre d'affaire accises est supérieur à 5 MF/an (762 245 €, apprécié dans la limite des trois dernières années). - les sous-entrepositaires : ils sont dispensés de produire l'ensemble des documents requis lorsqu'ils sont déjà agréés auprès du service gestionnaire de l'activité de leur entrepositaire agréé principal (Cf. annexe III). Les particularités du système comptable et les justifications connexes sont exigées des seuls entrepositaires agréés dont l'agrément de la comptabilité matières informatisée relève de la compétence du directeur régional des douanes et droits indirects. Tous les entrepositaires agréés constitués sous forme de sociétés sont en revanche tenus de fournir les procurations nécessaires à l'accomplissement par un tiers de leurs formalités fiscales.
3 – Est-il possible d'étendre le site d'exploitation à des zones de conditionnement (gare...) ?	Si les opérateurs réalisent des expéditions ou reçoivent des livraisons qui nécessitent du conditionnement ou du déconditionnement, à partir d'une gare ferroviaire, routière ou maritime, cette zone peut être considérée comme une extension de l'entrepôt fiscal accises. Un avenant au dossier d'agrément d'entrepositaire agréé doit être passé avec la direction régionale territorialement compétente (condition de la proximité entre l'entrepôt fiscal suspensif accises et la zone de conditionnement) ⁴ .

¹ Article 302 G V du code général des impôts.² BOD n° 6481 du 16 janvier 2001, page 40.³ BOD n° 6517 du 29 juin 2001.⁴ BOD n° 6466 du 18 novembre 2000, page 34.

4 – Quel est le statut des entrepôts loués temporairement par des supermarchés pour y entreposer de la bière ou des boissons alcooliques ?	<p>Ces entrepôts peuvent être considérés comme une extension de site sur autorisation du service territorialement compétent (précision de la durée de location de l'entrepôt, copie du bail et extension de la caution éventuellement).</p> <p>La tenue de la comptabilité matières doit être conforme à l'instruction relative à la comptabilité matières⁵.</p>
<p>5 - Quel numéro faut-il attribuer à un opérateur qui est simultanément :</p> <ul style="list-style-type: none"> - récoltant pour les vins - bouilleur ambulant à poste fixe dans un atelier public ? 	<p>Dans ce cas, et compte tenu des spécificités de la gestion du casier viticole informatisé "CVI", l'opérateur dispose de deux numéros d'identification d'entrepositaire agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - n° de CVI pour les activités de récoltant en vin, numéro qui sera nécessaire pour satisfaire à ses obligations en matière de réglementation vitivinicole ; - n° en lettre B pour l'activité de bouilleur ambulant en poste fixe dans un atelier public.
6 - Comment vérifier un numéro d'accises ?	<p>3615 DOUANETEL. En cas de doute pour une expédition d'alcool, prévenir le service des douanes et droits indirects qui se renseignera.</p> <p>Des travaux communautaires sont en cours pour la définition d'une nouvelle base de données européenne centralisée que les bureaux actualiseront au jour le jour.</p>
Domiciliation	
<p>7 - Sous quelles conditions les entrepositaires agréés peuvent-ils être domiciliés ?</p> <p>Peut-on refuser d'accorder la domiciliation ?</p>	<p>Est domicilié un entrepositaire agréé qui est autorisé par l'administration à expédier ses produits directement à partir de ses locaux sans démarche préalable auprès des services.</p> <p>Il peut bénéficier soit d'une machine à timbrer (collective ou non), soit de documents prévalidés.</p> <p>La domiciliation est accordée si les deux conditions suivantes sont satisfaites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - respect des obligations imposées à l'entrepositaire agréé (tenue de la comptabilité matières conformément à la réglementation⁶, dépôt des déclarations, déclaration récapitulative mensuelle et annuelle) ; - bonne moralité : fiscale (acquittement des impôts) et honorabilité (aucune implication dans un courant de fraude). <p>En cas de non-respect de ces obligations, la domiciliation est refusée ou retirée.</p>
8 – Un agrément spécifique est-il nécessaire pour permettre aux entrepositaires agréés domiciliés d'utiliser des documents prévalidés ?	<p>Le dossier d'agrément de l'entrepositaire agréé constitue en soi une convention reprenant les droits et obligations de l'opérateur. Il peut être complété, par exemple, de la demande de domiciliation comportant l'attribution de documents prévalidés ou bien d'une machine à timbrer (numéro de machine à timbrer ou récépissé pour les documents prévalidés).</p> <p>Aucune convention n'est donc à établir pour la seule distribution des documents prévalidés.</p> <p>Toutes les dispositions antérieures contraires aux présentes dispositions sont abrogées.</p>

⁵ BOD n° 6481 du 16 janvier 2001.

⁶ Articles 286 H à 286 N de l'annexe II au code général des impôts et 50-00A à 50-00H de l'annexe IV au code général des impôts.

Statut d'entrepositaire agréé « négociant »	
9 - Quel est le régime des entrepositaires sans magasin ?	<i>Cf. annexe III.</i>
10 - Quel est le régime des sous-entrepositaires ?	<i>Cf. annexe III.</i>
11 - Petits producteurs d'alcools, de produits intermédiaires, de produits visés à l'article 438 du code général des impôts ou de bières. Peut-on envisager un seuil minimum de production pour l'application du statut d'entrepositaire agréé ?	<p>NON, les producteurs d'alcools, de produits intermédiaires, de bières ou de produits visés à l'article 438 du code général des impôts, tels que les vins tranquilles et mousseux, les cidres, poirés et hydromels, sont entrepositaires agréés dès le premier litre produit.</p> <p>Dès lors que ces produits sont destinés pour tout ou partie à la vente, ces opérateurs sont soumis aux obligations de tenue de comptabilité matières et d'établissement de documents.</p> <p><i>Cf. questions n° 32 et 33 pour la consommation familiale.</i></p> <p>Ils doivent donc être identifiés s'il ne le sont pas déjà par ailleurs (exemple des allocataires en franchise qui sont déjà identifiés dans un répertoire spécifique).</p>
12 - Les débitants de boissons effectuant de manière occasionnelle des ventes en droits acquittés supérieures aux seuils prévus par l'article 111-OA de l'annexe III au code général des impôts doivent-ils prendre le statut d'entrepositaire agréé ?	<p>OUI, ils doivent prendre le statut d'entrepositaire agréé. Il s'agit d'un dossier d'entrepositaire agréé classique.</p> <p>Cependant, par mesure de simplification administrative, les obligations liées à ce statut sont allégées s'ils ne réalisent pas plus de 200 ventes annuelles (à des particuliers ou des professionnels, sans distinction) au-dessus des seuils (<i>Cf. annexe IV</i>). Dans ces conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tient lieu de comptabilité matières la collection de l'ensemble des documents commerciaux qu'ils reçoivent de leurs fournisseurs ou qu'ils émettent : factures d'achat, bons de livraison, tout justificatif de vente par tarif d'imposition ; - dispense de dépôt de déclaration récapitulative mensuelle et annuelle. <p>NB : Au-delà du seuil de 200 ventes annuelles, les opérateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont tenus à toutes les obligations de l'entrepositaire agréé (comptabilité matières et déclaration récapitulative mensuelle) ; - s'agissant du commerce en droits acquittés, l'entrepositaire agréé est dispensé de caution ; - l'entrepositaire agréé dont l'activité consiste exclusivement à recevoir et revendre des produits soumis à accises en droits acquittés n'est pas tenu de valider les documents qu'il émet.
13 - Magasins et aires de dépôt temporaire (MADT) : quel statut doivent prendre les exploitants de ces structures qui détiennent des produits soumis à accises avant que ces derniers reçoivent un statut douanier définitif ? Quelles obligations leur sont imposées : cautionnement accises, comptabilité matières, déclaration récapitulative mensuelle ?	<p>Le statut qui s'applique est celui d'entrepositaire agréé⁷.</p> <p>En ce qui concerne les règles de garantie, l'exploitant du MADT est tenu de cautionner l'ensemble des fiscalités qui se rattachent aux produits détenus en suspension de droits (droits et taxes de douane + droits d'accises) sous couvert d'un crédit d'opérations diverses douane⁸.</p> <p>Sur le plan de la gestion des produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la comptabilité matières douanière est considérée comme une comptabilité matières accises simplifiée pour autant qu'elle permette d'identifier les produits soumis à accises stockés dans le magasin ; - dans le cas où la sortie des produits des MADT s'effectue en suspension de droits sous couvert d'un titre de transit douane ou de mouvement accises, l'expéditeur doit être en mesure de justifier de la mise en place préalable des garanties douane ou accises correspondantes ; - par voie de conséquence, la déclaration récapitulative mensuelle est constituée par la comptabilité matières douane, par la déclaration assignant un régime douanier définitif à la marchandise [déclaration DAU ou équivalent (DCG)] et par la récapitulation des titres de transit et/ou de mouvement justifiant du transit ou de l'expédition en suspension de droits.

⁷ BOD n° 6464 du 3 novembre 2000, pages 5 et 6.

⁸ Article 1698 C II du code général des impôts.

14 - Quel statut doivent prendre les titulaires de magasins et aires d'exportation (MAE) ?	<p>Ils doivent prendre la position d'entrepôt agréé.</p> <p>L'exploitant du MAE dispose de la faculté de garantir les droits d'accises sous couvert d'un crédit pour opérations diverses douane s'il est déjà bénéficiaire de ce type de garanties, sous couvert d'un crédit d'entrepôt accises dans les autres cas.</p>
<p>15 - Les travailleurs à façon doivent-ils prendre le statut d'entrepôt agréé ?</p> <p>Le même document d'accompagnement administratif ou commercial (DAA/DAC) peut-il accompagner les marchandises retournées chez le donneur d'ordre ?</p>	<p>OUI, ces opérateurs doivent prendre le statut d'entrepôt agréé.</p> <p>L'opérateur occasionnel qui souhaite obtenir une dérogation à ce principe doit en faire la demande auprès du service territorialement compétent. C'est le cas notamment du reconditionnement pour les opérations promotionnelles.</p> <p>OUI, il s'agit dans ce cas d'un DAA/DAC tournant qui sera annoté par le prestataire de service, tant de la nature des opérations réalisées que de la nature, quantités et espèce des produits retournés au donneur d'ordre (travail à façon).</p> <p><i>Cf. annexe II pour la définition du travail à façon.</i></p>
16 - Quel est le statut fiscal des transporteurs ?	<i>Cf. annexe VII.</i>
17 - Quel est le statut du vendeur à distance qui vend des boissons en droits acquittés ?	<p>Il s'agit d'un vendeur qui expédie des produits soumis à accises soit en France soit dans un autre Etat membre.</p> <p>S'il ne dépasse jamais les seuils de vente¹⁰, ce vendeur est débitant de boissons.</p> <p>Sinon, le statut d'entrepôt agréé s'applique, avec dispense des obligations relatives au cautionnement et à la comptabilité matières s'il réalise moins de 200 ventes par an au-delà des seuils.</p> <p>Pour la circulation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en France : document commercial et capsules représentatives de droits ou DSA (<i>Cf. questions n° 66 et 75</i>) ; - envoi dans d'autres Etats membres : DSA avec attestation de consignation ou référence aux coordonnées du représentant fiscal (<i>Cf. question n° 72</i>). <p>Il peut notamment recourir à un transporteur agréé comme représentant fiscal dans chacun des Etats membres.</p> <p>Le service doit l'informer de l'obligation d'obtenir préalablement à chaque envoi une attestation d'acquittement des droits dans le pays de destination. Lorsqu'un vendeur à distance passe au bureau pour faire valider un DSA, le service doit lui demander de présenter l'attestation.</p> <p><i>NB : Un accord bilatéral de simplification entre la France et la Belgique est en cours de négociation.</i></p>
<p>18 - Les opérateurs recevant en droits acquittés de façon occasionnelle (comités d'entreprises, mairies, associations etc.) lors du groupage de commandes pour des particuliers doivent-ils prendre le statut d'entrepôt agréé ?</p> <p>Que doivent faire les caves coopératives qui effectuent des groupages de commande pour le compte de leurs adhérents en fin d'année ?</p>	<p>Si les opérations sont ponctuelles, ces opérateurs n'ont pas à prendre de statut fiscal. Ils sont assimilés à des particuliers dès lors qu'ils ne sont pas enregistrés au registre du commerce.</p> <p>S'il s'agit d'une activité commerciale régulière, ils doivent adopter, selon le cas, le statut fiscal de débitant de boissons ou d'entrepôt agréé. Ils reçoivent donc les produits sous documents d'accompagnement.</p> <p>Dès lors que cette activité est ponctuelle, les produits achetés par les caves coopératives pour le compte de leurs adhérents n'ont pas à être inscrits dans la comptabilité matières. En dépôt dans les chais de la cave coopérative, ils doivent faire l'objet d'un stockage à part et les factures doivent être conservées comme justificatifs de la détention.</p>

⁹ Annexe II du BOD n° 6464 du 3 novembre 2000, pages 7 et 8.

¹⁰ Article 111-OA de l'annexe III au code général des impôts : 10 litres pour les alcools et les boissons spiritueuses, 20 litres pour les produits intermédiaires, 90 litres pour les vins et autres produits fermentés dont 60 litres de vins mousseux, 60 litres de vins mousseux et 110 litres pour les bières.

<p>19 - Quel est le statut des personnes qui confient leurs produits (Cognac par exemple) à un entrepositaire agréé « négociant » ?</p> <p>Cas des successions, stock dormants, plus-values et capital... Le stockeur doit-il tenir une sous-comptabilité matières par propriétaire ?</p>	<p>La gestion du stock en droits suspendus ou en droits acquittés est assumée globalement par l'entrepositaire agréé « négociant » qui fait figurer ces produits dans sa comptabilité matières.</p> <p>Dans ce cas, il n'existe pas d'obligation pour les propriétaires.</p>
Caves coopératives et coopération	
<p>20 - Le viticulteur adhérent d'une cave coopérative qui procède à la commercialisation du vin rétrocedé conditionné par cette dernière doit-il être considéré comme négociant ou conserve-t-il le statut de récoltant, considérant la cave coopérative comme le prolongement de l'exploitation ?</p>	<p>Il s'agit d'un viticulteur, adhérent d'une cave coopérative et apporteur de raisin, dont la rémunération est effectuée totalement ou partiellement en vin. Ce dernier est rétrocedé au viticulteur à l'équivalent.</p> <p>Dans la mesure où cette opération est conforme au statut de la coopération et au statut particulier de la cave coopérative, elle sera réalisée dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il est entrepositaire agréé « négociant » et doit alors satisfaire aux obligations de caution et de tenue de comptabilité matières s'il vend son vin en suspension de droits dans des quantités supérieures au seuil de 90 litres par destinataire et par expédition (article 111-OA de l'annexe III au code général des impôts) ; - il est <i>également</i> entrepositaire agréé « négociant » s'il vend le vin en droits acquittés dans des quantités supérieures au seuil de 90 litres par destinataire et par expédition (article 111-OA de l'annexe III au code général des impôts) ; - il prend le statut de débitant de boissons s'il reçoit les vins en droits acquittés, en bouteilles ou en vrac, et s'il ne vend qu'en quantités inférieures au seuil précité (article 502 du code général des impôts). <p>NB : S'il récupère des bouteilles, ces dernières doivent être munies de capsules représentatives de droits (CRD) au nom de la coopérative.</p> <p>NB : Si le vin est restitué à l'identique, il ne s'agit pas d'une rétrocession mais d'une prestation de service. Dans ce cas, le viticulteur conserve son statut de récoltant.</p> <p><i>Cf. question n° 23.</i></p>
<p>21 - Si un viticulteur adhérent d'une cave coopérative récupère du vin en vrac (à l'équivalent) de la coopérative et procède à la mise en bouteilles sur son exploitation, doit-il prendre le statut d'entrepositaire agréé « négociant » ?</p> <p>Si oui, doit-il apposer des capsules « non-récoltant » sur ses bouteilles ?</p>	<p>OUI, dans la mesure où cette opération est conforme au statut de la coopération et au statut particulier de la cave coopérative, et sauf méthode de production traditionnelle reconnue, le viticulteur qui reçoit du vin en vrac en suspension de droits ou en droits acquittés, et qui l'embouteille, doit adopter le statut d'entrepositaire agréé « négociant ».</p> <p>OUI, il appose dans ce cas des capsules représentatives de droits « non-récoltant ».</p>
<p>22 - Le statut d'entrepositaire agréé « récoltant » est-il maintenu dans le cas de prestations de service rendues par une cave coopérative ou des unions de caves coopératives à un viticulteur, une autre cave coopérative ou une autre union de caves adhérents ?</p>	<p>1°) <u>La prestation de service</u> par la cave coopérative ou l'union de caves coopératives constitue un travail à façon tel que défini à l'annexe II ou une vinification hors du siège de l'exploitation ou un relogement de produits vitivinicoles¹¹.</p> <p>La cave coopérative ou l'union de caves prestataires de service peuvent conserver leur statut d'entrepositaire agréé « récoltant » et le viticulteur, la cave coopérative ou l'union adhérents, donneurs d'ordres, peuvent conserver à leurs produits la qualité de produits de « récoltant », dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ces prestations sont conformes au statut de la coopération et au statut particulier de la cave coopérative ou de l'union de caves concernée ; - le donneur d'ordre et la cave coopérative prestataire de service tiennent respectivement une comptabilité matières ; - la cave coopérative prestataire de service procède à une individualisation des vins du donneur d'ordre ;

¹¹ Points 1.5 a et b du *BOD* n° 6481 du 16 janvier 2001.

	<p>- les autres conditions réglementaires applicables au travail à façon, à la vinification hors du siège de l'exploitation et au relogement sont respectées.</p> <p>2°) <u>Les autres opérations</u></p> <p>Toutes les autres opérations doivent être réalisées dans le cadre du statut de débitant de boissons ou d'entrepaisseur agréé « négociant » selon l'importance des volumes concernés.</p> <p>Ceci ne préjuge pas des règles communautaires en matière d'étiquetage.</p>
23 - Quelles sont les conséquences d'une vinification en commun des vendanges ou des moûts apportés par leurs adhérents avec ceux achetés à des tiers non-associés pour une cave coopérative ou une union de caves ?	<p>Dans la mesure où cette opération est conforme au statut de la coopération et des unions de caves coopératives et au statut particulier de la cave coopérative et de l'union, cette opération peut être réalisée dans les conditions suivantes :</p> <p>Dès lors que la <u>cave coopérative</u> ou l'union vinifie en commun les vendanges apportées par ses adhérents avec celles de tiers non-associés, elle perd son statut d'entrepaisseur agréé « récoltant » pour l'ensemble de ses activités, notamment pour l'établissement de sa déclaration de récolte (établissement d'une déclaration SV12).</p> <p>S'agissant du statut des <u>viticulteurs adhérents</u> de la cave coopérative ou de l'union, il convient de distinguer deux situations :</p> <p>1°) Les viticulteurs adhérents, apporteurs de vendanges, qui récupèrent du vin de la cave coopérative pour leur consommation personnelle dans leur exploitation, ne sont pas entrepositaires agréés.</p> <p>2°) Les viticulteurs adhérents qui récupèrent du vin pour une commercialisation dans leur exploitation (<i>Cf. question n° 20</i>).</p> <p>Dans la mesure où ce vin n'est pas exclusivement issu de la production de leur exploitation (vinification en commun), ils deviennent entrepaisseurs agréés « négociants »¹².</p> <p>Seule la séparation des activités, une vinification et un logement séparés permettent à la cave coopérative ou à l'union de conserver son statut d'entrepaisseur agréé « récoltant » pour les opérations réalisées avec ses adhérents.</p>
Statut d'entrepaisseur agréé « récoltant »	
24 - Comment un négociant peut-il conserver le statut de récoltant pour les vins de ses propriétés ?	<p>Pour conserver le statut de récoltant pour les vins issus de son domaine, le négociant peut utiliser un même matériel de vinification aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - établissement d'un calendrier des opérations envisagées ; - inscription précise dans les registres des dates de début et de fin des opérations réalisées pour chacune des vinifications ; - cuveries de travail bien distinctes ; - stockage distinct des produits acquis au titre de l'activité de négoce des produits issus de la propriété tant qu'ils ne sont pas versés au compte de négoce. <p>Dans ce cas, l'opérateur a deux statuts distincts et donc deux comptabilités matières et deux déclarations récapitulatives mensuelles. Il se verra attribuer deux numéros (opérateur et capsules représentatives de droits). L'administration lui désignera un service unique chargé de l'ensemble du suivi administratif de ses activités.</p> <p>Il ne sera plus nécessaire de déposer de déclaration récapitulative mensuelle « récoltant » dès que les vins seront versés de la comptabilité matières « récoltant » vers la comptabilité matières « négociant ».</p>
25 - Le relogement de vin chez un autre récoltant doit-il être cautionné ?	<p>NON, mais le relogement doit rester exceptionnel avec autorisation préalable du service.</p> <p>On entend par relogement chez un autre récoltant, le relogement effectué entre récoltants, caves coopératives et unions de caves dans une même zone d'appellation d'origine, sans que le relogeur soit obligé de prendre le statut d'entrepaisseur agréé¹³ « négociant ».</p>

¹² Conformément aux dispositions de l'article 302 G du code général des impôts.

¹³ Point 1.5 b du BOD n° 6481 du 16 janvier 2001.

	Le relogement entre récoltants et négociants n'est pas autorisé sauf spécificité dans les zones d'appellation d'origine.
26 - Peut-on considérer que les nouvelles cuveries à compartiments , pouvant loger dans un compartiment les vins du négoce et dans l'autre les vins du récoltant, satisfont aux obligations de séparation physique et d'exclusivité du contenant ?	OUI, dès lors que l'on s'assure que le reversement d'un compartiment dans l'autre n'est possible que dans les mêmes conditions qu'entre deux cuveries séparées et que l'individualisation soit portée dans la comptabilité matières.
27 - Quel est le statut de l'entrepoteur agréé « récoltant » qui fait de la vente au caveau ?	<p>Doivent être distingués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le « propriétaire-récoltant » qui vend à la fois des boissons à consommer sur place et à emporter provenant exclusivement de sa propre production. Il se définit fiscalement comme un « débitant de cru »¹⁴. <p>Sous ce régime, il lui est possible de réaliser tant des ventes à consommer sur place que des ventes à emporter, dans les conditions habituelles propres à son activité. Les produits sont ainsi accompagnés, selon le cas, de capsules représentatives de droits ou de documents d'accompagnement. En outre, les ventes effectuées ne sont pas concernées par les seuils prévus à l'article 111-OA de l'annexe III au code général des impôts¹⁵ car l'opérateur bénéficie du statut d'entrepoteur agréé « récoltant ».</p> <ul style="list-style-type: none"> - le « récoltant-débitant » qui vend à la fois des boissons issues de sa propre récolte et des boissons d'achat pour élargir sa gamme, doit ouvrir un débit de boissons et souscrire la licence adéquate. Il s'agit alors de la « vente au caveau ». <p>Dans ce cas, la vente au caveau constitue une activité accessoire à celle de récoltant sous une structure commerciale différente, compatible avec le régime fiscal du récoltant. Cette activité doit être distincte et respecter les seuils quantitatifs évoqués plus haut. Au-delà de ces seuils, le débitant doit adopter le statut d'entrepoteur agréé « négociant ».</p> <p>Toutes les boissons détenues par le débitant dans les locaux commerciaux sont présumées destinées à la vente et doivent être alloties distinctement de celles du chai. La justification du paiement des droits indirects doit être apportée, sur la base des documents et titres de mouvement.</p>
28 - Quelles sont les conséquences sur le statut fiscal des entrepoteurs agréés « récoltants » de l' application de la tolérance administrative d'achat de vendanges, de moûts et de vins faits dans la limite de 5 % de la récolte ?	<p>Aucune.</p> <p>Cette tolérance administrative permet en effet aux viticulteurs et aux caves coopératives d'acheter des vendanges, des moûts ou des vins faits, sans perdre leur statut d'entrepoteur agréé « récoltant », dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les achats de vendanges, de moûts ou de vins faits sont destinés à améliorer la qualité de leur propre production lorsque les conditions atmosphériques ont contrarié le développement et la maturation des raisins ; - ils ne peuvent en aucune façon leur permettre de compléter la gamme des produits qu'ils commercialisent dans leur exploitation ou d'augmenter leur production dans les catégories les plus attractives sur le plan commercial ; - les quantités de produits d'achat ne peuvent dépasser 5 % de la récolte de l'acheteur ; - cette limite de 5 % de la récolte doit s'entendre par catégorie de produits, à savoir AOC, VDP et VDT et par couleur ; - ces achats ne doivent pas être revendus en l'état mais incorporés à la récolte des acheteurs sans pouvoir être individualisés. Ils sont mélangés aux produits de même catégorie et de même couleur apparaissant sur cette déclaration ; - le total de production de chaque colonne de la déclaration de récolte doit être conforme aux règles de rendement applicables pour chaque catégorie de produits ; - pour les AOC, ces achats ne doivent pas permettre de commercialiser un volume de vin supérieur au plafond limite de classement.

¹⁴ Conformément aux dispositions de l'article 501 du code général des impôts.

¹⁵ Pour le vin, ce seuil s'élève, par chargement, à 90 litres pour un même destinataire.

	<p>En d'autres termes, tout dépassement du plafond limite de classement implique une distillation des quantités correspondantes.</p> <p>Le recours à ces achats n'est pas soumis à une autorisation préalable des services. Les récoltants doivent uniquement en faire la déclaration auprès des services territorialement compétents.</p> <p>Ces achats doivent circuler sous DSA/DSAC en droits acquittés sans possibilité de déduction lors des expéditions ultérieures. Les droits sont ainsi payés par le viticulteur fournisseur et repayés par le second viticulteur lors de la mise à la consommation du produit ayant bénéficié de l'achat des 5 %.</p>
29 - Quelles sont les conséquences sur le statut fiscal des entrepositaires agréés « récoltants » de l'application du dispositif dérogatoire d'achat de vendanges fraîches et/ou de moûts non vinifiés suite à un sinistre climatique ?	<p>Aucune.</p> <p>Ce dispositif dérogatoire permet aux viticulteurs touchés par des sinistres climatiques (gel, grêle) d'acheter des vendanges et des moûts, à l'exclusion des vins, en raison du déficit de récolte, sans perdre leur statut d'entrepôt agréé « récoltant », dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêté préfectoral ou une décision de la direction départementale de l'agriculture doit préciser les aires de production sinistrées ainsi que l'importance des pertes de récoltes ; - le volume des vendanges achetées ne peut avoir pour effet de permettre au viticulteur acquéreur de produire, après incorporation des vendanges achetées à sa propre récolte, plus de 80 % de sa production moyenne de vin déclarée au cours des cinq dernières campagnes ; - les vendanges achetées doivent provenir exclusivement des mêmes cépages et de la même appellation que la récolte des viticulteurs acheteurs et avoir été produites dans la limite du plafond de rendement autorisé propre à cette appellation ; - dans l'hypothèse où les vendanges proviennent d'une autre appellation ou de vignes situées hors d'une aire d'appellation, les vins produits ne peuvent être commercialisés que sous la dénomination « vin de table » ou « vin de pays », sous réserve du respect des conditions de production propres à cette dernière catégorie ; - les achats ne remettent aucunement en cause l'ensemble de la réglementation relative à l'élaboration et à la désignation des produits vitivinicoles ; - ces achats doivent faire l'objet d'une autorisation du directeur régional des douanes et droits indirects territorialement compétent qui n'est valable que pour la seule campagne au cours de laquelle s'est produit le sinistre climatique, sans possibilité de renouvellement automatique ; - elle n'est accordée qu'aux seuls viticulteurs, à l'exclusion des caves coopératives qui en bénéficient indirectement par l'intermédiaire de leurs adhérents ; - les vendanges achetées doivent être reprises sur la déclaration de récolte du viticulteur acheteur et individualisées avec la mention de la date et du numéro de l'autorisation d'achat de l'administration ; - les vendanges acquises en franchise du droit de circulation sont déplacées sous couvert d'un document simplifié d'accompagnement (DSA/DSAC) validé et portant la mention de l'appellation ou de la dénomination du vin de pays susceptible d'être revendiqué ainsi que la mention « produits exonérés ». <p>Ce régime dérogatoire ne constitue en aucun cas une extension de la tolérance administrative d'achat limitée à 5 % de la récolte dont l'objectif et les conditions d'application sont différents.</p>
30 - Quel est le statut applicable aux différents cas de transfert d'exploitation avec stock de vin y afférents ?	<i>Cf. annexe V.</i>
31 - Quel est le statut du pressoir ?	<p>Si le pressoir est collectif, il doit prendre le statut d'entrepôt agréé.</p> <p>Il n'a aucun statut particulier s'il fait partie des installations du récoltant et s'il n'est pas utilisé par d'autres opérateurs.</p>

Consommation familiale	
32 - Les viticulteurs ne produisant du vin que pour leur consommation familiale sont-ils entrepositaires agréés ?	<p>OUI, tous les viticulteurs, que leur production soit destinée ou non à la vente, sont entrepositaires agréés et sont identifiés avec un numéro au casier viticole informatisé "CVI".</p> <p>Toutefois, seuls les viticulteurs commercialisant leur vin sont obligés de tenir une comptabilité matières et de déposer une déclaration récapitulative mensuelle.</p> <p>Aucun volume de vin déclaré au titre de la consommation familiale ne peut être commercialisé.</p> <p>Dans le cadre de la réglementation communautaire portant organisation commune du marché du vin, il a été décidé que les personnes produisant ou transformant moins de 10 hectolitres de produits vitivinicoles par campagne vitivinicole, pour leur consommation personnelle, ne doivent satisfaire qu'à deux obligations : le <u>dépôt de la déclaration de récolte</u>¹⁶ dont l'exemplaire qu'ils conservent vaut registre vitivinicole et doit être annoté globalement, en une fois, de la destination des produits et celui de la <u>déclaration annuelle de stock</u> déposée au plus tard le premier jour ouvrable à compter du 1^{er} septembre.</p>
33 - Les vins remis au personnel des exploitations viticoles peuvent-ils être exonérés des droits ?	<p>Les vins remis mensuellement aux salariés à titre de gratification ou de complément de salaire en nature, ne bénéficient pas de l'exonération au titre de la consommation familiale. Ils sont taxables et doivent circuler sous capsules représentatives de droits.</p> <p>En revanche, les vins consommés journalièrement sur place par les ouvriers agricoles, sont assimilés à de la consommation familiale. Il en est de même pour les vins consommés sur place par les salariés d'une cave particulière ou coopérative, dans le respect des réglementations applicables par ailleurs.</p>
34 - Qu'est-ce que le régime de la « buvette » ?	<p>Le régime de la « buvette » permet aux adhérents d'une cave coopérative de retirer du vin de la coopérative en exonération de droits, en une ou plusieurs fois, pour leur consommation familiale.</p> <p>Ces <u>quantités</u> de consommation familiale ne font pas l'objet de limites réglementaires mais doivent être justifiées et peuvent être appréciées par le service.</p> <p>Lorsque la quantité de vin en vrac transportée n'excède pas 33 litres, le vin circule <u>sans titre de mouvement</u>. Au-delà de 33 litres, un DSA simplifié validé est nécessaire.</p> <p>Les sorties effectuées au titre de la buvette sont enregistrées dans la <u>comptabilité matières</u> de la cave coopérative.</p> <p>NB : Il est précisé que le régime de la buvette ne s'applique qu'aux vins.</p>

¹⁶ BOD n° 6481 du 16 janvier 2001, page 6.

II - CIRCULATION	
Circulation des produits	
<p>35 - Les jus de pommes ou poires, moûts et autres produits provenant de la pomme ou de la poire concentrés ou non, dépassant une contenance de 2 litres ou 25 kg pour les jus concentrés, doivent-ils circuler sous titre de mouvement ?</p> <p>Peuvent-ils bénéficier d'une dispense lorsqu'ils circulent du pressoir au domicile, à des fins de consommation personnelle, quel que soit le contenant ?</p>	<p>La nouvelle rédaction de l'article 435 du code général des impôts¹⁷ ne reprend plus les matières premières provenant des pommes et des poires, c'est-à-dire les jus de pommes, et "tous les états par lequel peut passer le produit de la pomme ou de la poire depuis le moût jusqu'à la lie parvenue à dessiccation complète, moûts concentrés liquides de pommes et de poires...".</p> <p>Ces mouvements ne sont donc plus accompagnés de titres de mouvement. Lorsque ces produits sont reçus par des entrepositaires agréés, ils sont entrés en comptabilité matières sous la référence du numéro et la date du document commercial correspondant.</p> <p>En revanche, si les matières premières doivent permettre de bénéficier d'une aide communautaire, ou si elles présentent un titre alcoométrique acquis supérieur à 1,2 % vol., bien que les destinataires ne soient pas entrepositaires agréés, ces marchandises doivent circuler sous titre de mouvement (DAA/DAC) validé mais non cautionné. Ce document devra être apuré à la réception des produits.</p>
<p>36 - Quelles sont les formalités applicables à la circulation des jus résiduaires ?</p>	<p>Les jus résiduaires répondent à la nouvelle définition de l'alcool¹⁸ (article 401 du code général des impôts).</p> <p>Le régénérateur procède à l'enlèvement des jus résiduaires sous DAA/DAC. Il peut mandater son client pour l'établissement des titres de mouvement.</p> <p>Lorsque les jus sont destinés à la destruction, ils circulent sous DSA/DSAC. Les autorisations de traitement, cession ou destruction de jus résiduaires sont supprimées sous réserve que ces opérations figurent explicitement dans les comptabilités matières des opérateurs.</p>
<p>37 - Quel document établir pour la circulation des vendanges fraîches¹⁹ ?</p>	<p>Les présentes dispositions annulent et remplacent les dispositions correspondantes de l'instruction relative à la circulation des produits soumis à accises (BOD n° 6466 du 18 novembre 2000).</p> <p>I - Cas des vendanges fraîches déplacées par un récoltant vers son chai (pressoir ou cuve de fermentation)</p> <p>1°) <u>du lieu de récolte à son chai situé dans le rayon de franchise</u> (canton de récolte et cantons limitrophes), et sous réserve que le déplacement ait lieu dans l'aire où la vinification doit être réalisée (aire de production plus éventuelles dérogations en aire de proximité immédiate), les vendanges fraîches circulent sans titre de mouvement ;</p> <p>2°) <u>du lieu de récolte à son chai situé au-delà du rayon de franchise</u> (canton de récolte et cantons limitrophes) <u>mais dans l'arrondissement de récolte et les cantons limitrophes</u>, et sous réserve que le déplacement ait lieu dans l'aire où la vinification doit être réalisée (aire de production plus éventuelles dérogations en aire de proximité immédiate), les vendanges fraîches circulent sous DSA/DSAC, dispensés de validation à l'expédition.</p> <p>La validation à la réception peut être effectuée soit par machine à timbrer, soit par tout autre moyen apportant des garanties équivalentes, comme par exemple, le ticket de pesée établi lors de l'entrée des produits dans les locaux de l'entrepositaire agréé, lorsque celui-ci permet de certifier les quantités réceptionnées, la date et l'heure de la réception correspondante. Ce ticket sera agrafé au DSA/DSAC ;</p> <p>3°) <u>dans tous les autres cas</u>, la circulation des vendanges fraîches s'effectue sous DAA/DAC, notamment, lorsque les vendanges fraîches sont déplacées par un récoltant ou pour son compte au-delà des périmètres définis ci-dessus.</p>

¹⁷ Ordonnance n° 2001-766 du 29 août 2001 portant transposition de directives communautaires et adaptation au droit communautaire en matière économique et financière, article 15 VII - (JORF du 31 août 2001).

¹⁸ Ordonnance n° 2001-766 du 29 août 2001 portant transposition de directives communautaires et adaptation au droit communautaire en matière économique et financière, article 15 (JORF du 31 août 2001).

¹⁹ Article 466 du code général des impôts.

	<p>II - Cas des vendanges fraîches déplacées vers une cave coopérative</p> <p>1°) <u>du lieu de récolte à la cave coopérative, dans le rayon de franchise</u> (canton de récolte et cantons limitrophes), et sous réserve que le déplacement ait lieu dans l'aire où la vinification doit être réalisée (aire de production plus éventuelles dérogations en aire de proximité immédiate), les vendanges fraîches circulent sans titre de mouvement.</p> <p>Cet avantage bénéficie au récoltant, c'est-à-dire non seulement au viticulteur mais aussi à la cave coopérative et à l'union de caves coopératives considérées comme prolongation de l'exploitation du viticulteur.</p> <p>Lorsque les vendanges fraîches sont déplacées entre deux établissements d'une cave coopérative, il peut y avoir dispense de titre de mouvement si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux établissements concernés de la cave coopérative correspondent indifféremment soit au lieu de récolte des vendanges, soit au pressoir, soit à la cuve de fermentation ; - le transport est réalisé par le récoltant ou pour son compte. Dans ce dernier cas, le transporteur doit avoir été clairement mandaté par le récoltant (c'est-à-dire soit le viticulteur, soit la cave coopérative, soit l'union de caves coopératives). <p>A défaut, ces dispositions ne sont pas applicables et un titre de mouvement est nécessaire.</p> <p>2°) <u>du lieu de récolte à la cave coopérative, située au-delà du rayon de franchise</u> (canton de récolte et cantons limitrophes) <u>mais dans l'arrondissement de récolte et les cantons limitrophes</u>, et sous réserve que le déplacement ait lieu dans l'aire où la vinification doit être réalisée (aire de production plus éventuelles dérogations en aire de proximité immédiate), les vendanges fraîches circulent sous DSA/DSAC, dispensés de validation à l'expédition.</p> <p>A titre de simplification, il est admis que les vendanges soient transportées avec un bon de livraison ou un bon d'enlèvement.</p> <p>Ce bon doit comporter les mentions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et l'adresse de l'expéditeur, - le nom et l'adresse du destinataire, - la désignation du produit transporté, - la date d'expédition du document. <p>Ce document est dispensé de validation à l'expédition.</p> <p>Il appartient à la cave coopérative d'établir un DSA/DSAC récapitulatif validé, par apporteur, pour régularisation, en fin de journée.</p> <p>La validation à la réception peut être effectuée soit par machine à timbrer, soit par tout autre moyen apportant des garanties équivalentes, comme par exemple, le ticket de pesée établi lors de l'entrée des produits dans les locaux de l'entrepôt agréé, lorsque celui-ci permet de certifier les quantités réceptionnées, la date et l'heure de la réception correspondante. Ce ticket sera agrafé au DSA/DSAC.</p> <p>3°) <u>dans tous les autres cas</u>, la circulation des vendanges fraîches s'effectue sous DAA/DAC, notamment, lorsque les vendanges fraîches sont déplacées par un récoltant ou pour son compte au-delà des périmètres définis ci-dessus.</p> <p>III - Cas des vendanges déplacées vers un négociant vinificateur</p> <p>Les vendanges fraîches déplacées par un négociant vinificateur ou pour son compte, quel que soit le périmètre dans lequel elles circulent, le sont sous DAA/DAC.</p> <p>Dans ce cas, à titre de simplification, sous réserve que le déplacement ait lieu <u>dans l'aire où la vinification doit être réalisée</u> (aire de production plus éventuelles dérogations en aire de proximité immédiate), il est admis que les vendanges soient transportées avec un bon de livraison ou un bon d'enlèvement.</p> <p>Ce bon doit comporter notamment les mentions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et l'adresse de l'expéditeur, - le nom et l'adresse du destinataire, - la désignation du produit transporté,
--	--

	<p>- la date d'expédition du document.</p> <p>Ce document est dispensé de validation à l'expédition.</p> <p>Il appartient au négociant vinificateur d'établir un DAA/DAC récapitulatif pour régularisation, validé, par viticulteur, en fin de journée.</p> <p>Les facilités de validation présentées ci-dessus sont également applicables dans ce cas.</p> <p>IV - Les récoltants frontaliers qui envoient les raisins vers leurs chais, des caves coopératives ou des négociants en Suisse, peuvent établir un bon de livraison visé en sortie du territoire par le service douanier. Un DAA/DAC récapitulatif sera émis pour régularisation après les vendanges.</p>
38 - Quel document établir pour la circulation intracommunautaire et nationale des moûts ?	<p>Les moûts en provenance d'autres Etats membres doivent être accompagnés d'un document valant document d'accompagnement, comportant les mentions prévues par le règlement n° 884/2001 ou un document conforme au modèle fixé en annexe III de ce règlement. Le bon de livraison peut en faire office s'il comporte l'ensemble des informations requises par la réglementation communautaire²⁰.</p> <p>Les moûts circulent en France et à destination des autres Etats membres sous DAA/DAC.</p> <p>Dans le cas d'un enlèvement par une cave coopérative de moût chez un récoltant, il est admis que le DAA/DAC soit dispensé de validation à l'expédition, à la condition que toutes les informations obligatoires aient été portées préalablement au départ de la cave y compris la qualité et les quantités de produits.</p> <p>Lors de l'enlèvement des produits, une fois le DAA/DAC contresigné par le viticulteur, l'exemplaire n° 1 lui sera laissé à titre de justificatif de sortie. Les références de ce document et la quantité de produits seront portées en sortie de sa comptabilité matières.</p> <p>Le DAA/DAC doit être validé à la réception des produits, soit par machine à timbrer, soit par tout autre moyen apportant des garanties équivalentes, comme par exemple, le ticket de pesée établi lors de l'entrée des produits dans les locaux de l'entrepôt agréé, lorsque celui-ci permet de certifier les quantités réceptionnées, la date et l'heure de la réception correspondante. Ce ticket sera agrafé au DAA/DAC.</p> <p>Les références de ce document et la quantité de produits seront portées en entrée de la comptabilité matières de l'enleveur.</p> <p>NB : Les moûts en provenance des autres Etats membres sont inscrits en comptabilité matières avec la référence des documents les accompagnant. La « procédure du DAA pour ordre » (échange de document) n'est plus d'usage.</p>
39 - Quel titre de mouvement doit utiliser un viticulteur ou une coopérative pour le transport des marcs et lies à destination d'une distillerie ?	<p>Il faut utiliser un DSA/DSAC.</p> <p><i>Cf. annexe VIII.</i></p>

²⁰ Règlement (CE) n° 884/2001, article 3, points 2 b et 3.

Etablissement des documents d'accompagnement	
40 - Quelles sont les modalités de l' examen des documents commerciaux proposées par les entrepositaires agréés (DAC/DSAC) ?	<p>Les entrepositaires agréés sont libres d'élaborer les DAC ou DSAC de leur choix pourvu que les informations requises sur les DAA ou DSA y figurent. Ils doivent seulement déposer un spécimen des documents commerciaux utilisés auprès du service territorialement compétent.</p> <p>Pour les entrepositaires agréés implantés dans plusieurs circonscriptions douanières qui utilisent le même modèle de DAC ou DSAC sur l'ensemble du territoire français, le modèle de document commercial doit être déposé à la <u>direction régionale territorialement compétente pour le siège social</u> de l'entreprise.</p> <p>Cette dernière examine le document proposé et délivre une lettre attestant de sa conformité à la réglementation.</p> <p>Ensuite, un spécimen du DAC ou DSAC est déposé dans chaque service concerné avec une copie de cette lettre.</p> <p>Cette procédure est applicable aux sociétés mères qui établissent un modèle de DAC/DSAC et qui le transmettent à leurs filiales.</p>
41 - DAA/DAC en national Doit-on, en régime national, remplir toutes les cases du DAA/DAC ?	<p>Sont à remplir facultativement les cases :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 12 : pays d'expédition²¹ - 13 : pays de destination²¹ - 14 : représentant fiscal ²¹ - 19 : code produit ²¹ - 21a et 22a : poids brut et poids net²² - 23 : attestations relatives à certains vins, alcools, petites brasseries et distilleries - 7a : si le lieu de livraison et le destinataire sont identiques - 15 : si le lieu d'expédition et l'expéditeur sont confondus <p>ATTENTION : La présence des cases 12, 13, 14, 19, 21a, 22a et 23 sur le document est obligatoire mais elles peuvent ne pas être servies en national. Par ailleurs, il est rappelé que toutes les cases doivent être remplies pour la circulation intracommunautaire.</p>
42 - DSA/DSAC en national Doit-on, en régime national, remplir toutes les cases du DSA/DSAC ?	<p>Sont à remplir facultativement les cases :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 : autorité compétente du pays de destination ²¹ - 6 : numéro et date de la déclaration²¹ - 9 : code produit²¹ - 11 et 12 : poids brut et poids net ²² - 13 : prix de facture²¹ - 14 : attestations relatives à certains vins, alcools, petites brasseries et distilleries - 2 bis : à servir uniquement si le lieu d'enlèvement est différent de l'adresse de l'expéditeur²³ - case B : à servir en cas de refus de la marchandise à destination ou pour imputation au fur et à mesure des ventes lors de foires ou de marchés - case A : toujours servie sauf entre débiteurs de boissons <p>Il n'y a pas de délai de route sur les DSA/DSAC.</p> <p>ATTENTION : La présence des cases 3, 6, 9, 11, 12 et 13 est obligatoire mais elles peuvent ne pas être servies en national.</p> <p>Par ailleurs, il est rappelé que toutes les cases doivent être remplies pour la circulation intracommunautaire.</p>

²¹ Article 111 H bis de l'annexe III au code général des impôts.

²² Simplification nationale.

²³ BOD n° 6466 du 18 avril 2000, page 61.

<p>43 - Ne conviendrait-il pas d'autoriser l'émission des documents d'accompagnement en feuille à feuille uniquement aux titulaires d'un logiciel de validation sécurisé agréé par l'administration ?</p>	<p>NON, tous les entrepositaires agréés ont la possibilité d'éditer en feuille à feuille. Dans ce cas, les feuillets doivent impérativement comporter une numérotation de type 1/X, 2/X etc.</p> <p>Si l'opérateur est équipé d'une machine à timbrer de nouvelle génération, une empreinte doit figurer sur chaque exemplaire du document : empreinte originale avec la Marianne sur l'exemplaire n° 2 ; empreintes avec mention "copie" sur les autres feuillets.</p> <p>S'il est équipé d'une machine mécanique classique, l'empreinte est apposée sur l'exemplaire n° 2. Une photocopie de cet exemplaire validé est conservée par l'opérateur avec l'exemplaire n° 1.</p>
<p>44 - Quelles sont les règles relatives à l'établissement du document d'accompagnement commercial (DAC) ?</p>	<p>Un DAC peut être constitué de plusieurs pages (édition en continu sur bandes « caroll »), chacune ayant quatre feuillets. Dans ce cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'empreinte de machine à timbrer peut être apposée sur la première ou la dernière page de la série. Dans tous les cas, les pages doivent être numérotées du type 1/X, 2/X ; - la totalisation des volumes par catégorie de produits peut ne figurer que sur la dernière page ; - en intracommunautaire, le format des pages est le format A4 ; - en régime national, il est toléré d'utiliser des pages de format plus grand, mais sans dépasser le format A3.
<p>45 - Quelles sont les règles relatives à l'établissement du document simplifié d'accompagnement commercial (DSAC) ?</p>	<p>Un DSAC peut être constitué de plusieurs pages (édition en continu sur bandes « caroll »), chacune ayant deux ou trois feuillets. Dans ce cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'empreinte de machine à timbrer peut être apposée sur la première ou la dernière page de la série. Dans tous les cas, les pages doivent être numérotées du type 1/X, 2/X ; - la totalisation des volumes par catégorie de produits ou par tarif d'imposition peut ne figurer que sur la dernière page, il en est de même de la totalisation des droits d'accises dus si le DSAC sert de support à la liquidation des droits ; - en intracommunautaire, le format des pages est le format A4 ; - en régime national, il est toléré d'utiliser des pages de format plus grand, mais sans dépasser le format A3. <p>Cas des factures DSAC</p> <p>1°) Si un DSAC est également utilisé comme facture, peuvent être repris, non seulement des produits taxables et des produits exonérés de droits d'accises, mais également des <u>produits non soumis à la réglementation des contributions indirectes</u>. Dans ce cas les alcools et boissons alcooliques doivent être regroupés à part des autres produits et la quantité globale par nature d'imposition (volume et/ou volume d'alcool pur) doit figurer en case 10 du DSAC.</p> <p>2°) Le DSAC utilisé pour légitimer la circulation de produits soumis à accises tant en droits acquittés qu'en exonération de droits ne vaut qu'en régime national. Dans ce cas, l'en-tête du document commercial doit comporter la mention « Document simplifié d'accompagnement commercial pour le contrôle fiscal des produits soumis à accises en régime de <u>droits acquittés et/ou d'exonération</u> ».</p> <p>NB : Ces types de DSAC sont valables pour la circulation intracommunautaire dès lors qu'ils reprennent les indications obligatoires fixées par le modèle du DSA²⁴.</p>
<p>46 - Document d'accompagnement dématérialisé²⁵ : faut-il passer une convention avec chacun des entrepositaires agréés destinataires ?</p>	<p>1°) <u>Circulation sous DAA dématérialisé entre deux entrepôts dépendant de la même entité commerciale</u> :</p> <p>Compétence de la direction régionale du siège social qui étudie le dossier. Une seule convention est passée avec l'opérateur. La direction régionale informe les autres services territoriaux concernés.</p> <p>2°) <u>Circulation sous DAA dématérialisé entre deux entrepôts qui ne dépendent pas de la même entité commerciale</u> :</p>

²⁴ Article 302 M du code général des impôts.

²⁵ BOD n° 6466 du 18 novembre 2000, page 18.

	<p>Les deux directions régionales examinent la demande en se tenant mutuellement informées. Une convention quadripartite est mise en place (entre les deux opérateurs et les deux directions régionales territorialement compétentes).</p> <p>NB : Dans le cadre d'une dématérialisation, l'inscription dans la comptabilité matières des deux opérateurs du message électronique ou télématique vaut validation.</p>
47 - Dans le cas d'enlèvement à la propriété, lorsque le transporteur n'est pas connu lors de l'établissement du document, peut-on ne pas remplir la case 9 du DAA/DAC (ou la case 5 pour le DSA/DSAC) ?	<p>La <u>case 9 du DAA/DAC</u> (ou la case 5 pour le DSA/DSAC) doit obligatoirement être <u>servie</u>, au plus tard lors de l'enlèvement des marchandises.</p> <p>Le négociant responsable de l'enlèvement peut confier, sous un mandat privé, des documents prévalidés à un courtier.</p> <p>Le responsable de l'utilisation de ces documents reste, au regard de l'administration, l'entrepoteur agréé qui confie les titres au courtier.</p>
48 - Existe-t-il pour les négociants une possibilité d'utiliser un mandat afin que les courtiers ou les fournisseurs, ne disposant pas de machines à timbrer, puissent lever des titres en leur nom ?	<p>OUI, un titre de mouvement peut être levé au nom et pour le compte d'un entrepoteur agréé par une personne munie d'un mandat de droit privé. Ce mandat doit, pour être valable, comporter les mentions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du mandant ; - les références de sa caution ; - le nom et l'adresse de la recette de rattachement du mandant ; - le nom et l'adresse du mandataire ; - la durée de validité du mandat. <p>Le mandant devra informer le service dont il dépend des mandats qu'il établit. De même, le mandataire devra garder copie du mandat pour être en mesure de le présenter aux services de contrôle à la première réquisition.</p> <p>Ce mandat permet à son porteur de lever un titre de mouvement dans toutes les conditions prévues par la réglementation : pour les entrepoteurs agréés domiciliés, utilisation d'une machine à timbrer ou de documents prévalidés, pour les autres opérateurs, levée d'un titre de mouvement auprès des services compétents.</p> <p>Le mandataire remplit le titre de mouvement pour le compte du donneur d'ordre. Il envoie l'exemplaire n° 1 bis ou sa copie au donneur d'ordre.</p> <p>1°) <u>Lorsque le destinataire est l'enleveur des produits</u> :</p> <p>Les exemplaires n° 1 et 2 sont confiés au fournisseur, qui les contresigne, les complète et conserve le n° 1. L'exemplaire n° 2 circule avec la marchandise jusqu'à chez le donneur d'ordre qui le marie avec l'exemplaire n° 1 bis ou sa copie (auto-apurement).</p> <p>2°) <u>Lorsque le destinataire est un tiers</u> :</p> <p>Les exemplaires n° 1, 2 et 3 sont confiés au fournisseur qui les contresigne, les complète et conserve l'exemplaire n° 1. Les exemplaires n° 2 et 3 circulent avec la marchandise jusqu'à chez le destinataire, qui conserve l'exemplaire n° 2. Il renvoie l'exemplaire n° 3 au donneur d'ordre qui le marie avec le n° 1 bis ou sa copie afin d'apurer l'opération.</p>

Validation des documents d'accompagnement	
49 - Quels sont les titres de mouvement applicables pour les alcools et boissons alcooliques à compter du 1^{er} août 2001 ?	<p>Les anciens titres de mouvement (congé, acquits à caution, laissez-passer, etc.) ne sont plus valables, à l'exception des documents utilisés par les bouilleurs de cru.</p> <p>Seuls les DAA/DAC ou les DSA/DSAC peuvent être utilisés.</p> <p>A titre exceptionnel, les services peuvent pré-authentifier des DAC ou des DSAC et éventuellement des DAA et des DSA. Il s'agit d'une mesure provisoire dans l'attente de la livraison des nouvelles machines à timbrer. Ces documents pré-authentifier sont distribués contre un récépissé tel que décrit à l'annexe XVII de l'instruction relative à la circulation des produits soumis à accises²⁶.</p> <p>Le service devra noter sur ce récépissé les numéros de série des documents distribués et en conserver un exemplaire.</p>
50 - Quelle quantité de documents prévalidés peut-on délivrer ?	<p>La limite reste fixée à 200 DAA + 200 DSA prévalidés par opérateur.</p> <p>NB : Ce seuil peut cependant être dépassé selon l'activité de l'opérateur, appréciée par le service local.</p>
51 - L'administration peut-elle envoyer les titres de mouvement prévalidés par courrier ?	<p>OUI. Le destinataire s'engage à accuser réception de l'envoi par tout moyen (avenant au dossier d'agrément de l'opérateur portant sur la délivrance des documents prévalidés). En cas de non-respect de cet engagement, la domiciliation est remise en cause.</p> <p>Pour les petits opérateurs, et sous réserve de la possibilité de respecter les contraintes quantitatives, il est possible de prévoir des périodicités de livraison compatibles avec les contraintes économiques, en regroupant les envois par trimestre ou semestre.</p>
52 - « Lorsque l'entreprise est autorisée à utiliser des vignettes , ... » (page 25 de la DA n° 00.189 du 08.11.00 publiée au <i>BOD</i> n° 6466 du 18 novembre 2000 - § 2.2). De quelles vignettes s'agit-il ?	<p>Ces vignettes autocollantes, utilisées pour être apposées sur les congés et les acquits, ne sont plus autorisées depuis le 1^{er} août 2001.</p> <p>Des documents simplifiés d'accompagnement (DSA/DSAC) et des documents d'accompagnement (DAA/DAC) les remplacent.</p> <p>ATTENTION : Ne pas confondre avec les vignettes éditées par les nouvelles machines à timbrer sur support autocollant pour permettre la validation à la réception de titres de mouvement qui ne pourraient être directement timbrés à cause de leur format.</p>
53 - Peut-on globaliser la validation à la réception des titres de mouvement reçus par les <u>opérateurs domiciliés détenteurs de documents prévalidés</u> , une fois par mois ?	<p>OUI, sur autorisation du receveur des douanes.</p> <p>Procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le DAA/DAC reçu doit être annoté en case C (réception) par l'opérateur : cachet de l'entreprise, date et heure de réception, signature ; - enregistrement immédiat en entrée de la comptabilité matières ; - enlèvement des titres et dépôt ou envoi par courrier à la recette locale des douanes pour validation. <p>ATTENTION : L'exemplaire n° 3 validé doit être retourné à l'expéditeur au plus tard dans les quinze jours qui suivent la fin du mois de réception²⁷.</p>
54 - Quelle est la validité d'un DAA/DAC pris en charge par le destinataire (machine à timbrer ou visa du service) mais sur lequel la case C n'est pas renseignée ?	<p>L'absence de renseignement dans la case C vaut absence de réserve et reconnaissance de conformité.</p> <p>Il est cependant recommandé d'attester au verso de l'exemplaire n° 2, conservé par le destinataire, de la réception des marchandises. Ainsi, dans le cas où l'exemplaire n° 3 est perdu lors de son renvoi à l'expéditeur, l'opération peut être facilement apurée, à la demande de l'expéditeur, par le renvoi d'une copie de l'exemplaire n° 2 certifiée.</p>
55 - Doit-on utiliser le cachet normal dateur « ND » comme l'instruction relative à la circulation des produits soumis à accises ²⁸ le prévoit et l'apposer en case A sur des documents prévalidés pour simplement identifier la recette locale qui a distribué ces documents ?	<p>NON. <u>Sur des documents prévalidés</u> remis aux entrepositaires agréés domiciliés, la recette locale doit seulement apposer en case 8 du DAA ou A du DSA son seul cachet d'identification ("cachet humide").</p>

²⁶ BOD n° 6466 du 18 novembre 2000.

²⁷ Article 302 O du code général des impôts.

²⁸ BOD n° 6466 du 18 novembre 2000, titre III, chap. IV, point 2, page 26.

56 - La validation , à destination, de l' exemplaire n° 3 s'effectue normalement au verso. Peut-on valider cet exemplaire au recto lorsque cela n'est pas possible au verso ?	OUI.
57 - Machines à timbrer : quelles sont les indications indispensables sur l' empreinte délivrée ?	<p>Les indications requises sont décrites à l'article 164 AM de l'annexe IV au code général des impôts.</p> <p>Etant donné le retard de la livraison des machines à timbrer conformes à cette réglementation, un timbre peut toutefois être considéré comme correct s'il comporte au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Marianne ; - le numéro de série de l'empreinte ; - la date et l'heure ; - le numéro d'immatriculation de la machine. <p>Les autres indications sont facultatives jusqu'au 31 décembre 2003.</p>
58 - Quelles sont les machines à timbrer mécaniques agréées ?	<p>Les machines mécaniques déjà agréées sont maintenues jusqu'au 31 décembre 2003 même si elles ne correspondent pas à la nouvelle réglementation.</p> <p>Il s'agit des modèles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NEOPOST (ex-Havas) : HAC, HCB, HLP, HFAC, HCC ou HCCT ; - SATAS : SAC, SCB ou SCCB, SLP, SFAC ; - SECAP : NAC, NDL.
59 - Quel numéro d' immatriculation délivrer aux machines à timbrer ?	<p>Dans la mesure où les opérateurs qui commandent une machine à timbrer ne savent pas quel modèle va leur être livré par le concessionnaire, les demandes (formulaire n° 2859) doivent être libellées de façon modulable :</p> <p><i>« Demande une machine de type [...] ou autre modèle, selon disponibilité »</i></p> <p>Par suite, les autorisations accordées entraînent l'attribution d'une double immatriculation aux entrepositaires agréés bénéficiaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - immatriculation en 8 caractères prise dans la série continue de la direction régionale pour le cas où la machine livrée serait mécanique ; - immatriculation en 13 caractères (numéro d'agrément de l'entrepositaire agréé + une lettre majuscule pour distinguer ses différentes machines) pour le cas où la machine livrée serait moderne. <p>Afin de simplifier la lecture des numéros d'immatriculation, il est conseillé d'attribuer systématiquement la lettre A à la première machine de chaque entrepositaire.</p> <p>L'immatriculation retenue sera fonction de la livraison. Le formulaire d'installation (n° 2861) fera état du modèle livré et du numéro d'immatriculation à prendre en compte.</p>
<p>60 - L'utilisation d'une seule machine pour la validation de tous les types de mouvements est-elle autorisée ?</p> <p>S'agissant des expéditions, il a été précisé qu'il n'y avait pas lieu d'utiliser des séries séquentielles différenciées pour distinguer les expéditions en droits acquittés de celles en droits suspendus.</p> <p>La réponse peut-elle être étendue aux réceptions ?</p> <p>Par ailleurs, que convient-il de faire si la comptabilité matières n'est pas suffisamment bien tenue pour permettre l'identification des opérations considérées ?</p>	<p>Une seule machine à timbrer peut être utilisée pour tous les mouvements (livraison, réception, droits acquittés, etc.) à condition que l'on puisse clairement identifier dans la comptabilité matières la nature des opérations.</p> <p>Si ce suivi ne peut être correctement effectué, l'opérateur doit utiliser une machine à timbrer différente pour chaque type d'opération.</p> <p>L'agrément est octroyé à l'opérateur par le service qui vérifie au préalable que la comptabilité matières présentée est bien conforme aux dispositions des articles 286 I et 286 J de l'annexe II au code général des impôts. Dans le cas de manquements graves et répétés de la part de l'opérateur, le service peut envisager le retrait de l'agrément.</p> <p>Si la comptabilité matières n'est pas conforme, elle ne doit pas être agréée. Si l'opérateur persiste à fournir une comptabilité matières non conforme, les moyens de validation peuvent lui être retirés.</p>

<p>61 - Un groupement de viticulteurs souhaitant se regrouper dans une association loi 1901 peut-il être considéré comme un organisme professionnel et bénéficier à ce titre d'une machine à timbrer collective ?</p> <p>Est-il nécessaire de se regrouper en syndicat ou association loi de 1901 pour bénéficier d'une machine collective ?</p>	<p>OUI.</p> <p>NON. Tout groupement d'entrepôts agréés peut être autorisé à valider des documents d'accompagnement pour le compte de ses adhérents sous réserve que la personne responsable soit clairement identifiée.</p>
<p>62 - En matière de validation des titres de mouvement par utilisation d'un matériel collectif, quelles sont les garanties requises ?</p>	<p>Les présentes dispositions modifient les dispositions correspondantes de l'instruction relative à la circulation des produits soumis à accises (BOD n° 6466 du 18 novembre 2000 ; page 24).</p> <p>La garantie d'un crédit de liquidation n'est pas exigée du titulaire de la machine à timbrer.</p> <p>En revanche, les entrepositaires agréés utilisateurs du matériel, sauf s'ils sont par ailleurs dispensés de caution, doivent justifier de la mise en place en leur nom :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un crédit d'expédition pour la levée de leurs DAA/DAC ; - d'un crédit de liquidation, ou le cas échéant d'enlèvement, pour la levée de leurs DSA/DSAC.
<p>63 - Dans quelles conditions les organismes professionnels peuvent-ils délivrer des titres de mouvement prévalidés ?</p>	<p>L'instruction relative à la circulation des produits soumis à accises²⁹ prévoit la mise en place de titres de mouvement administratifs prévalidés (DAA/DSA), distribués par les services. Depuis, l'administration a apporté des mesures d'assouplissement dans la délivrance des titres de mouvement prévalidés.</p> <p>Les organismes professionnels doivent passer une <u>convention avec l'administration</u> afin de pouvoir délivrer les documents prévalidés à leurs adhérents et affiliés (récoltants ou négociants). Ils <u>peuvent prévalider eux-mêmes ces documents ou se les procurer à leurs frais auprès d'imprimeurs</u>.</p> <p>NB : Un opérateur ne peut en aucun cas se faire délivrer des documents prévalidés directement par un imprimeur.</p> <p>L'impression des documents est effectuée sous la seule responsabilité du donneur d'ordre ayant conclu une convention avec l'administration. Tous les problèmes concernant ces impressions sont à imputer au donneur d'ordre qui effectue lui-même l'impression ou la confie à un professionnel.</p> <p>La <u>convention</u> passée avec l'organisme professionnel doit comporter la liste des entrepositaires agréés bénéficiaires et, le cas échéant, le nom de l'imprimeur.</p> <p>Une clause doit prévoir la possibilité pour l'administration de suspendre, d'ajouter à la liste ou d'interdire définitivement certains entrepositaires agréés. L'organisme sera contraint de cesser immédiatement la distribution des documents à ces personnes.</p> <p>L'organisme s'engage à rendre des comptes à l'administration pour le suivi des documents prévalidés qu'il distribue : un relevé des séries confiées aux entrepositaires agréés est transmis au service compétent chaque mois avec l'indication de l'entrepôt agréé bénéficiaire. Toute perte ou destruction de document doit être immédiatement signalée.</p> <p>Ces organismes doivent s'assurer, sous leur propre responsabilité, que les opérateurs à qui ils distribuent des titres de mouvement prévalidés ne sont pas soumis à des contraintes particulières de mise en marché (contrat de vente, réserve qualitative...).</p> <p>L'application de l'ensemble des dispositions figurant dans la convention peut être vérifiée par les services au titre de l'article L. 26 du livre des procédures fiscales.</p> <p>Les organismes ne sont pas astreints à une remise mensuelle des titres. Toutefois, pour des raisons de sécurité, il est souhaitable que les distributeurs limitent l'octroi de documents : obligation de récupération des documents prévalidés en cas de suppression de la domiciliation, de dépassement de volumes libérables ou du non-respect des obligations administratives ou fiscales.</p>

²⁹ BOD n° 6466 du 18 novembre 2000.

	<p>L'impression des titres est de la seule responsabilité des organismes conventionnés.</p> <p>NB : Tant que les machines à timbrer ne seront pas disponibles en nombre suffisant sur le marché, la délivrance des titres de mouvement prévalidés ne sera pas limitée pour les opérateurs récoltants et non-récoltants.</p>
64 - Comment faut-il calculer les indemnités pour empreintes manquantes ?	<p>Les présentes dispositions abrogent et remplacent le chapitre III du titre VI de l'instruction relative à la circulation des produits soumis à accises (BOD n° 6466 du 18 novembre 2000 ; page 43).</p> <p>En cas de constatation d'empreintes manquantes dans la série des numéros d'empreintes apposées par les machines à timbrer ou les matériels informatiques de validation, les entrepositaires agréés sont tenus d'acquitter, pour chaque empreinte manquante, une indemnité liquidée dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>en matière d'alcool</u> : le montant du droit de consommation calculé au tarif le plus élevé dont sont passibles les alcools ou les spiritueux détenus par l'utilisateur, sur la base des quantités moyennes expédiées par l'entrepositaire agréé, par titre de mouvement, au cours des trois derniers mois. - <u>en matière de produits intermédiaires</u> : le montant du droit de consommation calculé au tarif le plus élevé dont sont passibles les produits intermédiaires détenus par l'utilisateur sur la base des quantités moyennes expédiées par l'entrepositaire agréé, par titre de mouvement, au cours des trois derniers mois. - <u>en matière de vins, cidres, poirés et autres produits fermentés</u> : le montant du droit de circulation calculé au tarif le plus élevé dont sont passibles les produits détenus par l'utilisateur sur la base des quantités moyennes expédiées par l'entrepositaire agréé, par titre de mouvement, au cours des trois derniers mois. - <u>en matière de bières</u> : le montant du droit spécifique calculé au tarif le plus élevé dont sont passibles les produits détenus par l'utilisateur sur la base des quantités moyennes expédiées par l'entrepositaire agréé, par titre de mouvement, au cours des trois derniers mois. <p>- lorsque l'opérateur vend des produits de ces <u>différentes catégories</u>, l'indemnité est calculée proportionnellement aux sorties respectives de chacune des catégories au cours du trimestre précédent.</p> <p>Cette période a pour base le numéro de l'empreinte qui précède immédiatement l'empreinte manquante.</p> <p><u>Exemple :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - empreinte manquante : n° 1000 ; - dernière empreinte connue : n° 999 en date du 5 octobre ; - période de référence pour la fixation de l'indemnité : du 5 juillet au 5 octobre inclus. <p>Le service territorialement compétent dresse un procès verbal à l'encontre de l'entrepositaire agréé contrevenant.</p> <p>En cas d'erreur au moment de la validation des titres de mouvement, l'opérateur signale sans délai cet incident au service (par télécopie, par message électronique ou, à défaut, par courrier). L'information du service doit comporter les éléments matériels permettant d'admettre qu'il s'agit effectivement d'une erreur de bonne foi afin d'éviter l'application des indemnités.</p>
Utilisation des documents d'accompagnement	
65 - Quelles sont les formalités pour un particulier qui enlève des boissons alcooliques à la propriété ?	<p>1°) S'il s'agit de boissons alcooliques sous capsules représentatives de <u>droits</u>, aucun document d'accompagnement n'est nécessaire (Cf. <i>question n° 70 pour les particuliers ressortissants des autres Etats membres</i>).</p> <p>2°) Si les boissons alcooliques ne sont pas munies de capsules <u>représentatives de droits</u>, et dans la limite des seuils³⁰, un document économique simplifié est nécessaire. Au-delà des seuils, un document économique complet est obligatoire.</p> <p>NB : Cf. <i>tableau en annexe IV qui abroge l'annexe I du BOD relatif à la circulation des produits soumis à accises</i>³¹.</p>

³⁰ Ces seuils sont prévus à l'article 111-OA de l'annexe III au code général des impôts.

³¹ BOD n° 6466 du 18 novembre 2000, page 46.

<p>66 - Quelles sont les formalités pour un particulier résidant en France qui se fait livrer des boissons alcooliques ?</p>	<p>1°) <u>S'il s'agit de boissons alcooliques sous capsules représentatives de droits</u>, aucun document d'accompagnement n'est nécessaire.</p> <p>2°) <u>Si les boissons alcooliques ne sont pas munies de capsules représentatives de droits</u>, un DSA/DSAC doit accompagner la marchandise. Un DSA/DSAC global peut être établi si plusieurs particuliers sont livrés avec des bons de livraison individuels.</p> <p><i>Cf. questions n° 17 et 74.</i></p>
<p>67 - Existe-t-il une limite quantitative pour les boissons enlevées à la propriété par un particulier dans le cadre de la vente au caveau ?</p>	<p>NON, si c'est pour la consommation personnelle du particulier et sous réserve des règles fixées pour les contenants et les documents d'accompagnement.</p> <p><i>Cf. question n° 65 pour les formalités à accomplir.</i></p>
<p>68 - Lorsqu'un particulier enlève des produits pour le compte d'autres particuliers, faut-il établir autant de documents que de destinataires réels ?</p>	<p>NON, un particulier, qu'il soit résident en France ou non, peut enlever des boissons pour d'autres particuliers sans aucun autre document qu'un document commercial global.</p> <p>Au-delà des seuils³², le document commercial³³ doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nom et adresse de l'expéditeur et du destinataire, - numéro de référence et date d'établissement du document, - nature et désignation des produits avec leur dénomination, et, le cas échéant, leur appellation d'origine, - quantité et titre alcoométrique volumique acquis, - zone viticole³⁴ et, le cas échéant, manipulations effectuées. <p>Cette règle s'applique à tous les ressortissants européens, qu'ils résident en France ou dans un autre Etat membre.</p>
<p>69 - Quelles sont les conditions de vente à un particulier ne résidant pas dans l'Union européenne qui vient chercher lui-même sa marchandise ?</p>	<p>Le régime de la vente à la propriété s'applique : la marchandise est vendue TTC. Un ticket de caisse ou une facture, avec le nom et l'adresse du destinataire en cas de dépassement des seuils est remis à l'acheteur.</p> <p>Les procédures dites « de vente en détaxe » ne s'appliquent pas.</p> <p>NB : La procédure d'exonération de TVA pour le particulier résidant dans un pays tiers enlevant du vin à la propriété par ses propres moyens est toujours valable³⁵. Le fournisseur peut lui facturer le vin hors TVA à condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cette facture soit retournée par le voyageur au fournisseur, visée par les autorités douanières de sortie du territoire communautaire ; - les enlèvements concernent seulement des quantités de vin inférieures ou égales à 60 litres et 5 000 F (800 €) de valeur par véhicule privé ; - les enlèvements concernent seulement des quantités de vin inférieures ou égales à 60 litres et 5 000 F (800 €) de valeur par famille utilisant les transports en commun.

³² Article 111 H octies et nonies de l'annexe III au code général des impôts : 90 litres de vin tranquille, 60 litres de vin mousseux, 20 litres de produits intermédiaires, 10 litres d'alcool.

³³ Règlement (CE) n° 884/2001 de la Commission du 24 avril 2001.

³⁴ Zone viticole conformément aux délimitations figurant à l'annexe III du règlement (CE) n° 1493/1999.

³⁵ BOD n° 5113 du 9 juin 1988 (DA n° 88-123 du 9 juin 1988).

<p>70 - Quelles sont les conditions de vente à un particulier résidant dans l'Union européenne qui vient chercher lui-même sa marchandise ?</p>	<p>Il est rappelé que, pour sa consommation personnelle, les achats d'un particulier résidant dans un autre Etat membre ne sont pas limités.</p> <p>Il est recommandé d'établir un document économique attestant du paiement des droits en France et les indications géographiques du lieu d'envoi, afin que le particulier puisse justifier auprès de son administration de la régularité de l'achat et de son transport.</p> <p>Par ailleurs, en application du règlement (CE) n° 884/2001, pour la circulation des produits vitivinicoles, le document économique doit reprendre les mentions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nom et adresse de l'expéditeur et du destinataire, - numéro de référence et date d'établissement du document, - nature et désignation des produits avec leur dénomination et, le cas échéant, leur appellation d'origine, - quantité et titre alcoométrique volumique acquis, - zone viticole³⁶ et, le cas échéant, manipulations effectuées.
<p>71 - Quelles sont les conditions de vente de boissons alcooliques à un particulier résidant dans l'Union européenne avec enlèvement par un tiers au nom et pour le compte du particulier ?</p>	<p>En principe, l'enlèvement se fait dans les mêmes conditions que la vente directe (<i>Cf. question ci-dessus</i>).</p> <p>Pour bénéficier de cette tolérance, le particulier doit agir personnellement et directement auprès du transporteur (sous mandat).</p> <p>NB : Cette réglementation sera précisée ultérieurement.</p>
<p>72 - Comment vendre à distance à un particulier résidant dans l'Union européenne ?</p>	<p>La marchandise (sous capsule neutre ou capsule représentative de droits³⁷) est expédiée sous couvert d'un DSA/DSAC comportant <u>l'attestation de consignation</u> délivrée par l'Etat de destination des produits ou la référence explicite à son <u>représentant fiscal</u> en case 6 du DSA/DSAC.</p> <p>Cf. annexe VI : liste des procédures acceptées par chaque Etat membre.</p> <p>Lorsque <u>le pays destinataire a un taux d'accises nul</u>, aucune attestation de consignation n'est délivrée. La marchandise circule néanmoins sous DSA/DSAC : cases 3, 6 et 9 remplies, avec mention du taux nul en case 6 où figure normalement la référence à l'attestation de consignation. En effet, le taux zéro est considéré comme un taux de droits et n'exonère pas les produits des formalités accises.</p> <p>Le vendeur peut obtenir la <u>compensation ou le remboursement des accises</u> dès l'obtention de la preuve de l'arrivée à destination du produit (visa de l'exemplaire n° 3 du DSA/DSAC par l'administration du pays d'arrivée) s'il en fait la demande avant l'expédition (case 15).</p>
<p>73 - Foires et marchés : quel titre utiliser pour les produits non revêtus de capsules représentatives de droits (alcool et produits alcooliques) ?</p>	<p>Il faut un DSA/DSAC validé au départ et imputé quotidiennement au verso des ventes et dégustations. Les droits seront payés sur la déclaration récapitulative mensuelle en fin de mois.</p> <p>Le vendeur laisse au départ l'exemplaire n° 1 du DSA/DSAC sur le site de l'exploitation.</p> <p><i>Cf. question n° 101 pour les modalités d'inscription dans la comptabilité matières.</i></p> <p>Les DAA/DAC ne peuvent être utilisés que lorsque la foire a un statut d'entrepôt agréé.</p> <p>Les exposants ressortissant de l'Union européenne acquittent les droits sur les marchandises vendues lors de ces manifestations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'organisateur de la foire ou du marché est entrepositaire agréé, il acquitte les droits pour le compte des exposants ;

³⁶ Zone viticole conformément aux délimitations figurant à l'annexe III du règlement (CE) n° 1493/1999.

³⁷ NB : Le BOD n° 6504 prévoit que les expéditions de bouteilles sous capsules représentatives de droits vers un autre Etat membre s'effectuent sous DAA/DAC lorsqu'il s'agit d'une livraison en suspension à un professionnel. Les capsules n'ont pas de valeur dans les autres Etats membres, elles sont réputées détruites au passage de la frontière française. Il faut donc un document d'accompagnement : pour un particulier, il s'agira d'un DSA/DSAC.

	<p>- dans le cas contraire, les exposants consignent au préalable les droits au service territorialement compétent. Ils sont remboursés après la foire sur les produits qu'ils n'ont pas vendus. Ils peuvent également désigner un représentant fiscal accises, si leur activité est régulière.</p> <p>NB : Cette procédure est valable tant pour un exposant ressortissant de l'Union européenne venant faire une foire en France, que pour un exposant français participant à une foire dans un autre Etat membre.</p>
74 - Peut-on établir un seul titre de mouvement lors d'une livraison de produits en droits acquittés non revêtus de capsules représentatives de droits pour plusieurs clients ?	<p>OUI, un DSA/DSAC global peut être établi.</p> <p>Chaque livraison doit faire l'objet d'une annotation par client (annotation au verso du DSA/DSAC des références des bons de livraison).</p> <p>Les professionnels doivent impérativement avoir en leur possession un justificatif de livraison fourni par l'entrepoteur agréé.</p>
75 - Quel titre utiliser pour les ventes en vrac de vins enlevés par des professionnels non entrepositaires agréés (débitants de boissons, cafés, restaurants etc.) ?	<p>1°) <u>Vente par un négociant</u> : DSA/DSAC validé au départ.</p> <p>2°) <u>Vente par un récoltant</u> : facture ou bon de livraison non validé valant DSA. Au-dessus de 33 litres, ce document doit présenter toutes les mentions prévues en matière de réglementation vitivinicole.</p> <p>Ce document doit être enregistré dans la comptabilité matières et être numéroté en série continue.</p> <p>Le professionnel, débitant de boissons ou restaurateur, doit pouvoir présenter à tout contrôle les documents justifiant la circulation et la prise en compte des marchandises dans sa comptabilité commerciale.</p> <p>Il est rappelé que toutes les sorties en vrac du récoltant doivent être comptabilisées chaque jour (possibilité de tenir un journal de vente dans la cuverie).</p> <p>ATTENTION : Les livraisons s'effectuent sous DSA validé.</p>
76 – Quel titre de mouvement doit être utilisé pour la circulation de produits en vrac non revêtus de capsules représentatives de droits entre débitants de boissons ?	<p>Un DSA ou DSAC non validé³⁸ doit être utilisé.</p>
Incidents	
77 - En cas de non-apurement, l'opérateur peut-il effectuer lui-même l'apurement d'un DAA/DAC par des preuves alternatives ?	<p>NON.</p> <p>Il s'agit d'une procédure exceptionnelle réservée à l'opérateur qui, malgré ses démarches, n'a pu obtenir les preuves de l'apurement du DAA/DAC dans le délai de 4 mois à compter de la date d'expédition des produits.</p> <p>Les preuves alternatives, notamment factures, lettres de voiture, connaissements, certificats administratifs d'arrivée à destination des produits, certificats de dédouanement, justifications du paiement interbancaire de la facture, sont à transmettre au service territorialement compétent qui apprécie leur validité. Les dossiers sont traités par l'administration au cas par cas.</p>
78 - Quelle est la conduite à tenir en cas de perte du document d'accompagnement ?	<p>En cas de perte d'un document d'accompagnement à la circulation (document validé par le service ou par la machine à timbrer de l'opérateur ou document prévalidé) :</p> <p>1°) l'expéditeur est tenu d'en informer immédiatement le service dont il dépend, lequel constate la perte. Un dossier de preuves alternatives doit ensuite être constitué par l'opérateur responsable de l'expédition, qui sera apprécié par ce même service.</p> <p>2°) pour permettre la prise en charge en comptabilité matières à l'arrivée par le destinataire, le service peut admettre une copie de l'exemplaire n° 1 du fournisseur, certifiée conforme par le service dont il dépend ou, en circulation intracommunautaire, par l'autorité administrative du pays de départ. Ce document est validé à l'arrivée et une copie certifiée conforme par le service d'arrivée est renvoyée à l'expéditeur pour valoir apurement du titre.</p>

³⁸ Article 111H bis du code général des impôts.

	<p>En cas de perte d'un document prévalidé détenu par l'expéditeur mais non encore utilisé, celui-ci est tenu d'en faire la déclaration écrite immédiate au service dont il dépend. En l'absence d'une telle déclaration, le service appliquera les dispositions en vigueur pour les empreintes manquantes³⁹.</p>
79 - Quelle est la conduite à tenir quand l'opérateur s'aperçoit d'une erreur sur le titre de mouvement après avoir expédié la marchandise ?	<p>L'anomalie doit être immédiatement portée à la connaissance du service de rattachement dont dépend l'expéditeur par tout moyen télématique, électronique ou scriptural.</p> <p>L'expéditeur doit modifier en conséquence la comptabilité matières, par une contre-écriture et annoter l'exemplaire n° 1 du titre erroné. Le destinataire doit prendre en charge la quantité réelle de marchandise et annoter les exemplaires n° 2 et 3 du titre erroné dans la case « certificat de réception ».</p> <p>NB : Le bulletin n° 8202 - 6 E est supprimé.</p>
Transit en matière de contributions indirectes	
80 - La durée du transit CI ⁴⁰ pourrait-elle être portée à deux mois au lieu d'un seul ?	<p>NON, au-delà d'un mois, il s'agit d'une opération de logistique.</p> <p><i>Cf. annexe I.</i></p>
81 - Le transit s'applique-t-il quand les produits circulent sous le régime des droits acquittés ?	<p>Les présentes dispositions modifient les dispositions correspondantes du BOD n° 6464 du 3 novembre 2000.</p> <p>NON.</p> <p>Il ne s'agit pas de transit CI (<i>Cf. annexe I</i>) puisque cette procédure s'applique uniquement à la circulation de produits en suspension de droits.</p> <p>1°) <u>cas du refus de marchandises</u> par le destinataire : une simple annotation par le destinataire ou le transporteur du titre de mouvement suffit ;</p> <p>2°) <u>cas du stockage au cours du transport par un transporteur</u> de produits en droits acquittés pour un délai indéterminé :</p> <p>Il n'y a pas d'annotation du titre de mouvement mais la traçabilité des mouvements doit être assurée selon les modalités prévues à l'annexe VII.</p>

³⁹ Article 54 A, annexe IV du code général des impôts.

⁴⁰ BOD n° 6464 du 3 novembre 2000.

Importation/Exportation	
82 - Importation de vin ou de produits soumis à accises par un particulier : comment liquider des droits d'accises lors du dédouanement ?	<p>Les droits d'accises sont liquidés et payés lors du dédouanement car le particulier n'est pas habilité à recevoir des produits en suspension de droits.</p> <p>Les produits donnent lieu au paiement des droits, même s'ils sont revêtus de capsules représentatives de droits. Ils circulent sous couvert du document certifiant ce paiement entre le lieu de dédouanement et le domicile du particulier.</p> <p>Le système SOFI ne permet pas actuellement de liquider les droits d'accises en complément de la fiscalité douanière.</p> <p>Dans l'attente de la mise à jour du tarif intégré comportant extension à la fiscalité des accises, deux modes de dédouanement sont offerts aux importateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DAA manuel sur lequel figure la liquidation des droits d'accises ; - DAA SOFI sous le régime des droits pré-calculés comportant la liquidation conjointe des droits et taxes de douane et d'accises (ou annexion d'une quittance). <p>Les documents remis à l'importateur ou son représentant doivent comporter le visa du service attestant du paiement des droits et taxes de douane et d'accises.</p> <p>Ces documents ou la quittance descriptive du paiement de ces mêmes droits peuvent être utilisés en l'état pour la circulation des produits en droits acquittés, ils ont alors valeur de DSA/DSAC.</p> <p>NB : Cette procédure est également applicable à tous les opérateurs qui souhaitent détenir ces produits en droits acquittés.</p>
83 - Qui est chargé de l' apurement en cas d' enlèvement à l'importation ⁴¹ ?	<p>Il s'agit des enlèvements de marchandises effectués en frontière après dédouanement et mises en libre pratique.</p> <p>L'enlèvement des produits par le destinataire réel n'est applicable que sur le territoire national. L'entrepôt agréé peut également mandater une tierce personne pour accomplir les formalités à sa place et en son nom tout en restant responsable de l'enlèvement. Dans tous les cas, l'opérateur auto-apure son titre de mouvement.</p> <p>Pour les marchandises à destination d'autres Etats membres, les DAA/DAC doivent être établis par le transitaire qui, dans ce cas, possède le statut d'entrepôt agréé. A ce titre, ce dernier est responsable de l'apurement du document et doit adresser au bureau de douanes dont il dépend ses relevés de non-apurement.</p>
84 - Quel titre de mouvement doit-on utiliser pour la circulation de produits soumis à accises sous régime suspensif douanier ?	<p>1°) <u>A l'importation</u>, la circulation des produits tiers soumis à accises dans le cadre du régime suspensif douanier s'effectue sous couvert d'un titre de transit communautaire externe (T1). Les droits et taxes de douane et d'accises sont alors garantis par ce titre de transit. Il n'est donc pas nécessaire d'établir un DAA. La procédure T1 s'applique également pour la circulation des marchandises accises tierces en provenance d'un pays de l'AELE (Suisse, Islande, Norvège) ou de VISEGRAD (Pologne, République tchèque, République slovaque et Hongrie).</p> <p>Les marchandises importées font ensuite l'objet d'une destination douanière (mise en libre pratique) : conformément aux dispositions de l'article 302 D I 1 b, il y a création d'un régime suspensif de droits d'accises avec agrément de l'importateur au statut d'entrepôt agréé et, pour la circulation des marchandises, création d'un DAA/DAC.</p> <p>2°) <u>A l'exportation</u>⁴², la circulation des produits s'effectue, après accomplissement des formalités douanières (déclaration EX ou EU) sous couvert d'un DAA/DAC s'il n'y a pas de fiscalité douanière à garantir ou sous couvert d'une procédure de transit dans les autres cas.</p>

⁴¹ BOD n° 6466 du 18 novembre 2000, page 30.

⁴² Article 302 M I du code général des impôts.

<p>85 - Pour les exportations, le représentant en frontière doit être mentionné en case 7a du DAA/DAC avec le numéro d'identification qui lui a été attribué au titre de son activité de transitaire ou de commissionnaire en douane.</p> <p>S'agit-il du numéro d'agrément en qualité de commissionnaire en douane ou du numéro d'identification « accises » en qualité d'entrepositaire agréé ?</p>	<p>1°) <u>Si l'exportateur est établi en France</u>, le représentant en frontière indique dans la case 7a son numéro d'accises s'il est entrepositaire agréé ou son numéro TVA dans le cas contraire.</p> <p>2°) <u>Si l'exportateur est établi dans un autre Etat membre</u>, l'apurement est effectué par le bureau accises de sortie du territoire communautaire, conformément à la directive n° 92/12.</p>
<p>86 - A la sortie de la Communauté, qui vise l'exemplaire n° 3 du DAA/DAC ?</p>	<p>Conformément aux dispositions de l'instruction relative à la circulation des produits soumis à accises⁴³, le bureau de sortie de la Communauté valide le DAA/DAC pour attester de la sortie physique des produits pour l'exportation.</p> <p>En France, il a été admis qu'un représentant en frontière puisse être mandaté par l'expéditeur pour effectuer cette validation en lieu et place du bureau de sortie, s'il dispose d'une machine à timbrer.</p>
III - COMPTABILITÉ MATIÈRES	
Agrément de la comptabilité matières	
<p>87 - Pour les sociétés relevant de différentes circonscriptions régionales mais faisant partie d'un même groupe, un agrément de la comptabilité matières pour les différentes filiales du groupe peut-il être envisagé au niveau national afin d'assurer un traitement uniforme du dossier ?</p>	<p>OUI, tel que prévu dans le BOD relatif à la comptabilité matières⁴⁴.</p> <p><u>La direction régionale du siège social</u> de l'entreprise agréée la comptabilité matières.</p> <p><i>NB</i> : Cette centralisation existe aussi pour l'examen des documents commerciaux (<i>Cf. question n° 40</i>).</p>
<p>88 - L'article 50.00 D de l'annexe IV au code général des impôts prévoit les prescriptions auxquelles doit répondre tout système permettant la tenue d'une comptabilité matières informatisée.</p> <p>Comment le service peut-il s'assurer du respect des exigences imposées par la réglementation alors qu'il ne dispose pas des connaissances techniques requises ?</p>	<p>1°) <u>L'opérateur présente un logiciel de comptabilité matières (logiciel fourni par une société ou établi par lui-même) :</u></p> <p>Son dossier doit comprendre l'attestation d'une entreprise compétente pour apprécier le respect des contraintes prévues par le cahier des charges informatique de la comptabilité matières.</p> <p>L'agrément est délivré par la direction régionale.</p> <p>2°) <u>L'opérateur présente un logiciel qui, en plus de la comptabilité matières, permet l'édition et la validation des titres de mouvement :</u></p> <p>Son dossier doit comprendre l'attestation d'une entreprise compétente pour apprécier le respect des contraintes prévues par le cahier des charges informatique de la comptabilité matières et du matériel de validation.</p> <p>L'agrément est délivré par la direction générale.</p> <p>3°) <u>L'opérateur présente un logiciel de comptabilité sans attestation :</u></p> <p>Il ne s'agit pas d'une comptabilité matières informatisée sécurisée. L'opérateur a donc l'obligation d'effectuer mensuellement une sortie papier de cette comptabilité sur feuillets, de la signer, de la coller sur un registre papier numéroté en série continue et de la tenir à la disposition du service.</p>
<p>89 - L'administration évoque la tenue de la comptabilité matières sous tableur de type EXCEL ou autre.</p> <p>Qu'en est-il des conditions d'inviolabilité exigées pour les versions informatisées ou manuelles ?</p>	<p>La comptabilité matières tenue sous tableur EXCEL n'est pas sécurisée. Elle doit donc être imprimée mensuellement, signée par l'entrepositaire agréé et collée sur un registre <u>non visé</u>.</p>

⁴³ BOD n° 6466 du 18 novembre 2001.

⁴⁴ BOD n° 6481 du 16 janvier 2001.

<p>90 - Quelle est l'étendue du contrôle du service des douanes et droits indirects chez les entrepositaires agréés ?</p>	<p>Dans le cadre du droit d'exercice (articles L. 26 et L. 34 du livre des procédures fiscales) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le service est habilité à contrôler tous les produits soumis à accises, qu'ils soient en suspension ou en droits acquittés, détenus par un entrepositaire agréé ; - il peut également contrôler les autres produits (capsules représentatives de droits, sucre, charbons œnologiques etc.) ; - de même, le service est en droit de contrôler la comptabilité matières et toutes les pièces justificatives qui contribuent à son élaboration. <p>Par ailleurs, le service peut également recourir à son droit de communication auprès des opérateurs (article L. 81 du livre des procédures fiscales).</p>
<p align="center">Inscriptions en comptabilité matières</p>	
<p>91 - Que doivent enregistrer les récoltants en "entrées" de la comptabilité matières ?</p>	<p>Les récoltants enregistrent en "entrées" de leur comptabilité matières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour mémoire, les volumes revendiqués (déclaration de récolte et achats éventuels) ; - en entrée réelle, les volumes agréés ; - la déclaration de stock ; - les réintégrations et les retours ; - les replis et les déclassements effectués dans le respect des réglementations en vigueur (INAO). <p>NB : L'entrée de la déclaration de récolte dans la comptabilité matières s'effectue au plus tard le 25 novembre. En cas de sortie de vin ou de moûts avant cette date, il est nécessaire de procéder à l'entrée préalable de la récolte en comptabilité matières. La production en mairie d'une déclaration partielle de récolte doit précéder cette écriture.</p>
<p>92 - Que doivent enregistrer les producteurs de produits vitivinicoles en "sorties" de la comptabilité matières ?</p>	<p>Les producteurs de produits vitivinicoles enregistrent en "sorties" de leur comptabilité matières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les vins sous capsules représentatives de droits : pour ces inscriptions la globalisation mensuelle est possible ; - les ventes sous DAA : elles sont inscrites ligne par ligne au plus tard trois jours après l'opération ; - les sorties sous DSA/DSAC ou facture/bon de livraison : ces inscriptions sont effectuées <u>ligne par ligne</u> en fin de mois (enlèvement mensuel des documents) ; - les ventes en vrac aux particuliers : pour ces inscriptions la globalisation mensuelle est possible si un journal de vente est tenu parallèlement. Sinon, ces inscriptions sont journalières ; - les dégustations au caveau et les volumes destinés à la consommation familiale : pour ces inscriptions la globalisation mensuelle est possible ; - les manquants constatés : lors du constat ou en fin de campagne ; - les replis et les déclassements effectués dans le respect des réglementations en vigueur (INAO).
<p>93 - A quel moment intervient l'inscription en comptabilité matières pour des produits enlevés à l'aide de documents validés par anticipation (date et heure 00) ?</p>	<p>La validation par anticipation de documents d'accompagnement par machine à timbrer en vue d'enlèvements à la propriété ne donne pas lieu à inscription dans la comptabilité matières⁴⁵.</p> <p>Ces documents font l'objet d'un suivi particulier par numéro d'empreinte afin de justifier au service qu'il n'y pas d'empreinte manquante.</p> <p>L'inscription en comptabilité matières intervient obligatoirement au moment où l'enlèvement a lieu :</p>

⁴⁵ BOD n° 6481 du 16 janvier 2001, page 44.

	<p>- s'il s'agit d'un <u>enlèvement avec livraison à soi-même</u>, le responsable de l'enlèvement enregistre le titre de mouvement en entrée dans sa comptabilité matières lorsque les marchandises lui parviennent et il marie l'exemplaire n° 2 qui a voyagé avec la marchandise avec l'exemplaire n° 1 bis qu'il a conservé (ou une copie) ; l'exemplaire n° 1 reste chez le fournisseur des produits ;</p> <p>- s'il s'agit d'un <u>enlèvement pour livraison à un tiers</u>, le responsable de l'enlèvement enregistre simultanément l'entrée et la sortie dans sa comptabilité matières au vu de l'exemplaire n° 1 bis ou de la copie de l'exemplaire n° 1 que le fournisseur lui a fait parvenir (télécopie, courrier électronique, etc.) dès l'envoi des produits. L'apurement a lieu au retour de l'exemplaire n° 3 du document visé par le destinataire et renvoyé, par ce dernier, au responsable de l'enlèvement.</p> <p>Dans les deux cas, ce mouvement est inscrit en "sorties" de la comptabilité matières du fournisseur qui conserve l'exemplaire n° 1 du document.</p>
94 - Que doit-on inscrire dans les comptabilités matières de l'expéditeur et du destinataire lorsque la quantité des produits reçus ne correspond pas à celle mentionnée sur le document d'accompagnement ?	<p>A l'arrivée des marchandises chez le destinataire, ce dernier annote les exemplaires n° 2 et 3 du DAA/DAC au verso (case C) des écarts à la livraison et prend en charge dans sa comptabilité matières les quantités physiques reçues. L'entrepôt agréé expéditeur passe une contre-écriture dans sa comptabilité matières à réception de l'exemplaire n° 3 du DAA annoté. Il devra alors justifier de cet écart.</p> <p>En cas de désaccord entre l'expéditeur et le destinataire, la perte doit être imputée dans la comptabilité matières par celui qui a assumé la responsabilité du transport et émis le titre de mouvement.</p> <p>NB : Cette procédure est également applicable aux échanges intracommunautaires.</p>
<p>95 - Déclarations préalables</p> <p>Les différentes déclarations (élaboration de vins de liqueur, vins aromatisés, distillation, enrichissement) sont-elles nécessaires dans la mesure où les différents comptes de manipulation ou de transformation retracent l'évolution des produits chez l'entrepôt agréé ?</p>	<p>Les déclarations⁴⁶ suivantes ne sont pas supprimées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déclaration de mise en production d'alcool, - déclaration de fabrication de mistelles, vermouths, vins de liqueur ou apéritifs à base de vin, de cidre ou de poiré, - déclaration de fabrication de boissons de raisins secs, - déclaration de fabrication de vins mousseux, - déclaration de fabrication de vins doux naturels. <p>Ces déclarations doivent être déposées ou transmises par tout moyen au service, préalablement à la fabrication⁴⁷. Les dates de déclaration, de début et de fin des opérations doivent être inscrites en comptabilité matières.</p> <p>S'agissant des enrichissements, la déclaration préalable est imposée par les réglementations communautaires et nationales⁴⁸. Cependant une déclaration préalable globale pour toute la période d'enrichissement est désormais possible à condition que chaque opération fasse l'objet d'un enregistrement préalable dans le registre de manipulation. Les mêmes principes sont applicables pour les opérations d'édulcoration.</p> <p>Les opérateurs enrichissant par moûts concentrés ou moûts concentrés rectifiés, <u>et souhaitant bénéficier de l'aide au titre du FEOGA-garantie</u>, sont tenus de faire viser par le service et préalablement à leur utilisation, les registres de détention et de manipulation. Chaque page devra être cotée et paraphée.</p> <p>S'agissant des distilleries vitivinicoles, il est admis que la déclaration préalable prévue pour tout changement de matière première mise en distillation puisse prendre la forme d'une inscription préalable dans un « registre d'opérations diverses » à condition que ce dernier soit tenu <u>manuellement</u>. Si le registre est tenu de façon informatisée, une déclaration préalable doit être communiquée au service.</p>

⁴⁶ Articles 312, 343, 352, 413 et 416 du code général des impôts.

⁴⁷ Articles 343, 413 et 416 du code général des impôts, article 39 de l'annexe II, articles 50 et 125 de l'annexe III au code général des impôts.

⁴⁸ Article 422 du code général des impôts.

<p>96 - Quel est le régime des dégustations gratuites offertes par les entrepositaires agréés ?</p>	<p>Le régime des dégustations gratuites se décline de la façon suivante :</p> <p>1°) <u>pour les dégustations sur site</u> : les volumes de dégustation sont exonérés et inscrits mensuellement en comptabilité matières, quels que soient les produits (alcools, vins etc.), et ne sont pas soumis à taxation ;</p> <p>2°) <u>pour les dégustations se produisant lors des manifestations organisées sous l'égide de syndicats ou autres organisations professionnelles</u> : l'exonération des dégustations gratuites est accordée sous réserve de la fourniture d'une attestation de l'organisateur de la manifestation ;</p> <p>3°) <u>pour les dégustations se produisant dans tous les autres cas (foires, marchés)</u> : les dégustations sont en droits acquittés.</p> <p>NB : L'abattement de 10 % pour les dégustations payantes est maintenu.</p>
<p>97 - Quel est le régime de taxation des échantillons ?</p>	<p>Les échantillons ne sont exonérés que dans la mesure où ils sont destinés à être utilisés à des fins d'analyse ou en laboratoire.</p> <p>Ils doivent dans ce cas porter une mention spécifique « échantillon » sur l'étiquette ou sur le document de transport⁴⁹.</p> <p>En dehors de ce cas, il n'y a pas d'exonération. Les échantillons commerciaux ne bénéficient d'aucun allégement fiscal.</p>
<p>98 - Les entrepositaires agréés doivent-ils toujours comptabiliser les crèmes de cassis à part des alcools ?</p>	<p>OUI, les crèmes de cassis doivent être reprises dans un compte séparé. Cette distinction, qui doit également apparaître dans la déclaration récapitulative mensuelle, est indispensable tant pour la répartition des droits que pour leur remboursement⁵⁰.</p>
<p>99 - Compte de transformation ou de production. Quels sont les faits générateurs des "entrées" et "sorties" de ce compte ?</p> <p>Aucun solde n'est prévu pour ce compte. Comment peut-on retranscrire dans la comptabilité matières une transformation qui n'est pas achevée ?</p> <p>A quel moment les produits sont-ils réintégrés dans le compte principal ?</p>	<p>L'opérateur peut choisir de tenir un compte de transformation ou de production :</p> <ul style="list-style-type: none"> - comme un <u>compte de gestion indépendant</u> en reportant son solde en annexe du compte principal. Dans ce cas, le début de la transformation correspond à une entrée dans ce compte indépendant. Les pertes constatées au cours de la transformation sont inscrites dans ce compte ; - ou comme un <u>compte de subdivision du compte principal</u>, ce dernier demeurant alors le compte unique de gestion. La fin de la transformation correspond alors à une entrée dans ce compte de subdivision. Les pertes constatées au cours de la transformation sont inscrites dans le compte principal. <p>Le choix de l'opérateur doit figurer en annexe des documents comptables.</p> <p>NB : Le compte de production doit intégrer l'ensemble des produits utilisés dans le processus de fabrication, qu'ils soient alcooligènes ou non.</p>
<p>100 - Les entrepositaires agréés, récoltants ou non, doivent-ils toujours tenir le registre d'embouteillage ?</p>	<p>OUI, la tenue de ce registre est obligatoire pour les entrepositaires agréés qui embouteillent, pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui, des produits vitivinicoles⁵¹ (conformément à la réglementation européenne⁵²).</p> <p>Le registre d'embouteillage est à distinguer du registre de conditionnement et de livraison, que devaient auparavant tenir les utilisateurs de capsules représentatives de droits, et qui a été supprimé.</p> <p>ATTENTION : Si un entrepositaire agréé veut pouvoir bénéficier des déductions portant sur les pertes à l'embouteillage, il doit tenir un registre d'embouteillage ou un compte de subdivision qui en fait office.</p> <p>Ce registre peut servir à la gestion des capsules (entrées, sorties, apposition, stocks).</p>

⁴⁹ BOD n° 6328 de mars 1999.

⁵⁰ BOD n° 6481 du 16 janvier 2001, page 28.

⁵¹ BOD n° 6481 du 16 janvier 2001, page 16.

⁵² Règlement (CE) n° 884/2001 du 24 avril 2001.

<p>101 - Foires et marchés :</p> <p>Comment inscrit-on les quantités expédiées sur les foires et marchés dans la comptabilité matières : comme une sortie provisoire (ou pour mémoire) ou une sortie effective ?</p>	<p>Seules les quantités réellement vendues et dégustées sont inscrites dans la comptabilité matières au retour de la foire ou du marché. Les ventes et les dégustations sont imputées au verso du DSA/DSAC global. Les références du DSA/DSAC sont également inscrites dans la comptabilité matières.</p> <p><i>Cf. question n° 73 pour les modalités de circulation.</i></p>
<p>102 - Quelle conduite doit adopter l'entrepositaire agréé lorsqu'il constate que la déclaration récapitulative mensuelle déposée auprès du service est inexacte ?</p>	<p>Dès lors que l'opérateur informe spontanément les services d'une erreur ponctuelle et non répétitive dans sa déclaration récapitulative mensuelle, sa bonne foi ne sera pas remise en cause. Il devra établir une nouvelle déclaration récapitulative mensuelle qui annulera et remplacera la précédente, si cette erreur n'emporte pas de conséquence sur la comptabilité matières ou n'est pas imputable aux écritures qui y sont portées.</p> <p>NB : La déclaration récapitulative mensuelle doit être déposée au plus tard le premier jour ouvrable à compter du 10 de chaque mois.</p>
<p>Cas des réintégrations</p>	
<p>103 - Quelle est la procédure à suivre lors d'une réintégration en suspension de droits ?</p>	<p>La procédure de réintégration est différente suivant qu'il s'agit d'un retour suite à un refus partiel ou total de la part du destinataire.</p> <p>Dans tous les cas, le DAA/DAC doit être annoté en case C (certificat de réception) par le destinataire ou le transporteur sur les exemplaires n° 2 et 3.</p> <p>1°) <u>Procédure en cas de refus partiel</u></p> <p>L'entrepositaire agréé destinataire valide le DAA/DAC et prend en charge les quantités physiques reçues dans sa comptabilité matières. Il garde l'exemplaire n° 2 comme justificatif.</p> <p>La circulation des marchandises refusées en retour est réalisée sous couvert de l'exemplaire n° 3.</p> <p>L'expéditeur peut réintégrer la marchandise dans sa comptabilité matières en suspension de droits. Il réalise une contre-écriture en entrée reprenant les références du DAA/DAC avec la mention « retour de marchandise ».</p> <p>2°) <u>Procédure en cas de refus total</u></p> <p>La circulation des marchandises refusées en retour est réalisée sous couvert des exemplaires n° 2 et 3.</p> <p>L'expéditeur peut réintégrer la marchandise dans sa comptabilité matières en suspension de droits, en validant à nouveau les exemplaires n° 2 et 3. Il réalise une contre-écriture en entrée reprenant les références du DAA/DAC avec la mention « retour de marchandise ».</p> <p>NB : Le délai indiqué sur le DAA/DAC ne vaut que pour la livraison. L'annotation au dos du titre de mouvement justifie le dépassement de délai nécessaire au trajet retour.</p>

<p>104 - Quelle est la procédure à suivre lors d'une réintégration en droits acquittés ?</p>	<p>Les présentes dispositions modifient les dispositions correspondantes de l'instruction relative à la circulation des produits soumis à accises (BOD n° 6466 du 18 novembre 2000).</p> <p>La procédure de réintégration s'effectue de la façon suivante :</p> <p>La marchandise revient avec le <u>DSA/DSAC (ou document économique pour les bouteilles revêtues de capsules représentatives de droits) initial annoté par le destinataire ou le transporteur</u>. Au retour, le DSA/DSAC (ou document économique) est <u>validé à nouveau</u> par l'expéditeur des produits.</p> <p>L'expéditeur réintègre les produits dans sa comptabilité matières. Celle-ci peut être en droits acquittés ou être constituée d'un compte annexe si l'expéditeur ne tient sa comptabilité matières qu'en suspension de droits.</p> <p>Une mention spécifique « retour de marchandise » doit figurer sur la ligne dans la comptabilité matières de l'expéditeur.</p> <p>Les marchandises peuvent être replacées en suspension de droits (sauf s'il s'agit de bouteilles revêtues de capsules représentatives de droits) et bénéficier de la compensation des droits.</p> <p>ATTENTION : L'entrepôt agréé doit tenir à la disposition de l'administration toutes les pièces justificatives de la compensation demandée : documents commerciaux, avoirs, bons de livraison...</p> <p><i>Cf. questions n° 138 et 152 pour la réintégration des bouteilles capsulées.</i></p>
<p align="center">Règles particulières de tenue de la comptabilité matières</p>	
<p>105 – Comment doit-on déclarer les stocks de produits détenus à l'étranger ?</p>	<p>La réglementation nationale ne s'applique pas aux stocks situés à l'étranger. Seule la comptabilité commerciale de l'entreprise doit faire apparaître les stocks en propriété détenus à l'étranger.</p> <p>NB : A contrario, les stocks qu'un opérateur étranger détient en France doivent apparaître dans la comptabilité matières d'un entrepositaire agréé mandaté par lui. L'opérateur étranger est sous-entrepôt chez le stockeur (en Formule I c'est-à-dire en mandat total), mais il n'a pas à être identifié auprès de l'administration.</p>
<p>106 - Peut-on, pour les petits opérateurs ayant peu de personnel et peu d'opérations, accorder une inscription hebdomadaire ?</p> <p>Les bons de commande ou factures seraient conservés à part jusqu'à enregistrement en comptabilité matières et pourraient de ce fait être présentés à toute réquisition du service.</p>	<p>NON, les entrées doivent être inscrites ligne par ligne dans les délais réglementaires.</p> <p>Une simplification a déjà été accordée aux récoltants, quel que soit leur volume d'activité, pour l'inscription de certaines sorties (vente en vrac à la propriété aux particuliers), sous réserve de la tenue d'un journal de vente dans la cuverie.</p> <p>Le journal de vente, qui reprend toutes les opérations, est considéré comme une annexe de la comptabilité matières et doit être présenté lors d'éventuels contrôles. Ces sorties peuvent alors être reportées mensuellement sur le compte principal de la comptabilité matières. Il en est de même pour les sorties sous DSA/DSAC qui peuvent être reportées mensuellement ligne par ligne sous réserve de l'enlissement des documents dans un ordre chronologique.</p> <p>NB : Cette facilité ne s'applique pas aux entrepositaires agréés « négociants ».</p>
<p>107 – Les apporteurs de raisins en totalité doivent-ils tenir une comptabilité matières ?</p> <p>A quelles autres obligations sont-ils tenus ?</p>	<p>NON, les apporteurs de raisins en totalité ne doivent pas tenir de comptabilité matières car ces récoltants ne sont pas des entrepositaires agréés au sens de l'article 302 G du code général des impôts.</p> <p>Dans le cadre de l'organisation commune du marché vitivinicole, ils sont tenus d'établir une déclaration de récolte qui tient lieu de registres vitivinicoles. Le double de cette déclaration doit être conservé et annoté par les récoltants des lieux et dates de livraison des raisins et des quantités livrées, pour apurement de la récolte.</p> <p>NB : La collection des bons, remis par la cave coopérative, qui reprennent les références de l'apporteur, annexée à la déclaration de récolte, vaut inscription et justificatif de sortie.</p>

108 - Comment inscrit-on en comptabilité matières le dépôt vente chez un particulier ?	<p>Les bouteilles sous capsules représentatives de droits placées en dépôt vente sont inscrites en sortie de la comptabilité matières.</p> <p>Pour les produits non revêtus de capsules représentatives de droits, il convient d'établir un DSA/DSAC pour ordre.</p> <p>Le vendeur prend la position de débiteur de boissons à emporter chez le particulier où il a déposé ses produits. Le vendeur reste propriétaire des produits et mandate, par écrit, le particulier pour effectuer la vente.</p> <p>Pour bénéficier de cette possibilité, le mandat doit préciser que le service a accès aux locaux de détention chez le particulier.</p> <p>A défaut, le particulier/détenteur des produits doit prendre un statut fiscal.</p>
109 – Des allègements en matière de comptabilité matières sont-ils envisageables pour certains petits opérateurs fabriquant de l'hydromel ou des boissons fermentées à base de fruits ou de plantes sauvages dont ils sont producteurs ?	<p>OUI, il est possible de mettre en place une procédure allégée, à savoir :</p> <p>L'établissement d'une comptabilité matières production : l'entrée dans ce compte correspond à la fin du processus de production.</p> <p>Cette comptabilité peut être apurée par le paiement des droits et la création d'un DSA/DSAC global mensuel.</p> <p>Ce DSA/DSAC est pris en charge dans la comptabilité commerciale de l'opérateur qui ne tient pas de comptabilité matières en droits acquittés.</p>
110 - Les entrepôts agréés détenant des bières uniquement en droits acquittés peuvent-ils ne tenir qu'un seul compte quels que soient les degrés des bières détenues ?	<p>NON. Lorsque les bières sont détenues exclusivement en droits acquittés, les entrepositaires agréés doivent tenir la comptabilité matières de ces produits par tarif d'imposition.</p> <p>Celle-ci est constituée de deux comptes : d'une part, celui des bières titrant de 0,5 % vol. à 2,8 % vol. et d'autre part, celui des bières titrant plus de 2,8 % vol.</p> <p>Il est possible de globaliser les sorties par tarif d'imposition en fin de journée sous réserve que la collection des documents commerciaux justifiant ces sorties soit annexée à la comptabilité matières.</p>
IV – CAPSULES REPRESENTATIVES DE DROITS (CRD)	
Fabricants	
111 - Les fabricants peuvent-ils produire et détenir des marques fiscales ou des capsules semi-finies (sans numéro d'agrément d'un entrepositaire agréé) ?	OUI.
112 - Comment à la suite d'une livraison , les fabricants et les utilisateurs doivent-ils gérer les manquants constatés par les destinataires des capsules représentatives de droits ?	<p>Les capsules représentatives de droits constatées manquantes par le destinataire font l'objet de réserves annotées au verso des exemplaires n° 2 et 3 du DAA/DAC, avec date, cachet et signature du destinataire.</p> <p>Seules les quantités réelles de capsules représentatives de droits sont prises en charge dans la comptabilité matières du destinataire.</p> <p>Les quantités de capsules manquantes ne peuvent être imputées sur le volume des commandes de capsules représentatives de droits du destinataire.</p> <p>Si le fabricant ne peut justifier l'erreur matérielle de livraison, les capsules représentatives de droits manquantes doivent figurer en sortie de la comptabilité matières et sont taxées en application de l'article 54-0 H de l'annexe IV au code général des impôts.</p>
113 - Un fabricant peut-il livrer directement des capsules représentatives de droits à un travailleur à façon sur le lieu d'apposition de celles-ci ?	<p>OUI, mais le destinataire légal reste celui qui effectue la commande des capsules représentatives de droits et donne l'ordre d'embouteillage. Sur le DAA/DAC, il figure comme destinataire mais le lieu de livraison (case 7a) est le lieu de réalisation de la prestation de service.</p> <p>Le travailleur à façon, qui est entrepositaire agréé, annote le DAA au verso et envoie ce document à son donneur d'ordre qui l'apure.</p> <p>Enfin, le travailleur à façon reprend les capsules représentatives de droits dans sa comptabilité matières en entrée. Les capsules sont reprises en sortie lors du retour des bouteilles capsulées.</p>

114 - Quelle est la responsabilité d'un transporteur qui perd des colis de capsules représentatives de droits ?	<p>Les capsules représentatives de droits circulent sous un DAA/DAC établi par le fabricant. Celui-ci est responsable de l'apurement du titre de mouvement vis-à-vis de l'administration.</p> <p>Lorsque le transporteur reconnaît sa responsabilité dans la perte d'un colis de CRD, le service des douanes et droits indirects peut constater cette responsabilité par procès verbal et l'imputer au transporteur.</p>
Modèles et utilisation des CRD	
115 - L'utilisation des capsules conformes à l'ancienne réglementation est-elle limitée dans le temps ?	OUI, leur apposition n'est possible que jusqu'au 31/12/2002. L'écoulement des bouteilles déjà capsulées avant cette date est illimité.
116 - Les anciens modèles de capsules ne comportant que le mot « RECOLTANT » et le numéro d'agrément encadrant la lettre R peuvent-ils être considérés comme valides et, au sens du § 63 du BOD, conservés en l'état ?	OUI, il en est de même pour les capsules comportant le mot « NEGOCIANT ».
117 - Existe-t-il un moratoire pour les produits sous capsules neutres , en particulier les vieux millésimes ?	<p>OUI, les millésimes jusqu'à et y compris l'année 2000 n'ont pas l'obligation de capsulage.</p> <p>Ils peuvent être commercialisés en l'état (sous DSA/DSAC), sans limite de date.</p>
118 - Quelle lettre le numéro d'agrément comporte-t-il ?	<p>Pour les récoltants, le numéro d'agrément comporte la lettre R.</p> <p>Pour les non-récoltants, le numéro d'agrément comporte la lettre N ou E, à la convenance de l'opérateur.</p>
119 - L'obligation de présentation de maquettes au service pour chaque commande de capsules représentatives de droits est-elle toujours en vigueur ?	NON, cette obligation a été supprimée. Les capsuliers ne doivent produire que des capsules représentatives de droits conformes aux agréments qu'ils ont obtenus. Aucune maquette ou document quelconque ne doit être exigé en annexe d'un bon de commande présenté pour visa.
120 - Les récoltants qui n'utilisaient pas de capsules représentatives de droits avant la réforme disposent-ils d'une période transitoire pour s'approvisionner ?	<p>NON, aucun délai n'est prévu.</p> <p>Les récoltants qui désirent utiliser des capsules représentatives de droits personnalisées peuvent s'approvisionner, de façon provisoire, avec des CRD collectives.</p>
121 - L'emploi des capsules représentatives de droits personnalisées est-il réservé aux seuls récoltants assujettis à la TVA ?	NON. Désormais tout opérateur peut, à son choix, utiliser des capsules personnalisées ou des capsules collectives, sous réserve du respect des autres obligations prévues en la matière ⁵³ .
122 - Est-il possible d'apposer les capsules représentatives de droits sur les cartons des caisses-outres ?	OUI. La marque fiscale des caisses-outres, dites « sacs en boîte », devra dorénavant être apposée directement sur la boîte en carton, à cheval sur l'ouverture pré-perforée permettant d'accéder au robinet. Le fait de déchirer cette ouverture détruit la capsule. Toutefois, la nécessité d'inviolabilité des robinets est maintenue.
123 - Quelle est la capsule à apposer sur les vins mousseux achetés par un non-récoltant ?	<p>Lorsque l'achat des bouteilles est antérieur au dégorgement, la capsule est celle du négociant.</p> <p>Lorsque les bouteilles sont achetées après dégorgement, la capsule représentative de droits du récoltant dégorgé peut être apposée. Les bouteilles achetées par un négociant, après dégorgement, portent la capsule de ce dernier.</p>
124 - Les récoltants disposant de capsules personnalisées peuvent-ils bénéficier d'une dispense de CRD pour de petites quantités de vins conditionnés dans des contenants peu courants (par exemple magnum) ?	NON, mais dans ce cas ils ont la possibilité d'utiliser des capsules représentatives de droits collectives qu'ils peuvent acheter en suspension de droits en tant que non adhérent non affilié, sur autorisation du service prévue au § 84 du <i>BOD</i> n° 6504 du 19 avril 2001.
125 - Les vins embouteillés en Corse et expédiés pour commercialisation sur le continent doivent-ils porter des capsules représentatives de droits ?	OUI.
126 - Erratum § 85 du texte 01-068 (<i>BOD</i> n° 6504 du 19 avril 2001) : les ventes de capsules collectives à des non-adhérents ou des non-affiliés peuvent-elles être effectuées en droits acquittés ?	NON. Comme l'indiquent explicitement les § 86 et 87, la vente de capsules représentatives de droits collectives à un opérateur qui n'est ni adhérent ni affilié à un répartiteur ne peut se faire qu'en droits suspendus. En conséquence, au § 85, la portion de phrase « le cas échéant le montant des droits acquittés » est remplacé par « le cas échéant le montant des droits représentés par les capsules représentatives de droits ».

⁵³ Ceci est dû à la nouvelle rédaction de l'article 54-0 BW de l'annexe IV au code général des impôts qui ne fait plus référence à l'assujettissement à la TVA.

127 - Dans quel cas peut-on utiliser des capsules fiscales autocollantes ?	<p>Ces capsules ne peuvent être apposées que dans les cas de conditionnements spécifiques ou de bouchonnage particulier (cirage, absence de coiffe, caisse-outre, cubitainer...) après autorisation du directeur régional dont dépend l'entrepoteur agréé qui les commande. Les autorisations peuvent porter sur toutes les centilisations réglementaires.</p> <p>Les autorisations délivrées au titre de l'ancienne réglementation doivent être validées à nouveau, au regard de la réglementation actuelle.</p>
128 - Dans quels cas un entrepoteur agréé peut-il bénéficier d'une adaptation de la marque fiscale telle que prévue au § 134 du <i>BOD Capsules</i> ⁵⁴ ?	<p>Cette possibilité s'insère dans la généralisation de l'emploi des capsules représentatives de droits et ne peut être autorisée que pour des motifs économiquement justifiés, après consultation de la direction générale. Dans la pratique, cette adaptation n'est ouverte qu'aux récoltants qui n'utilisaient pas de capsules représentatives de droits avant la réforme. Toutefois, si un récoltant s'engage à fiscaliser l'ensemble de ses vins (marché national et exportation), il pourra utiliser cette possibilité.</p>
129 - Le service peut-il limiter les quantités reprises sur un bon de commande en fonction des quantités de vin non disponibles (warrants, réserves de commercialisation...) ?	<p>OUI. La gestion des warrants et autres quantités indisponibles est assurée par le service, à chaque fin de mois, au vu des déclarations récapitulatives mensuelles. Il est donc possible au service de limiter les fournitures de capsules représentatives de droits, notamment lorsque l'opérateur, de par ses antécédents, présente un risque particulier.</p> <p><i>Cf. question n° 161.</i></p>
130 - Lorsqu'un sous-entrepoteur assure lui-même la charge du paiement de l'impôt (mandat partiel ou Formule II), quelles capsules doivent être employées ?	<p>Lorsqu'un sous-entrepoteur acquitte l'impôt, les capsules apposées sont celles du sous-entrepoteur.</p> <p>Ce dernier dispose déjà normalement d'un numéro d'agrément CRD qui ne peut être utilisé que dans le département (ou aire de production).</p> <p>Lorsque le sous-entrepôt est situé dans un autre département (ou aire de production), le sous-entrepoteur doit demander au service dont dépend territorialement le sous-entrepôt l'attribution d'un nouveau numéro d'agrément CRD.</p> <p>En aucun cas les capsules ne doivent circuler entre le lieu d'implantation du donneur d'ordre, qui a émis le mandat, et son sous-entrepôt si les exploitations sont dans des départements (ou aires de production) différents.</p> <p>La gestion de ces capsules représentatives de droits est assurée par l'entrepoteur principal dans la comptabilité matières du sous-entrepoteur.</p> <p>NB : Si le sous-entrepoteur donne un mandat total (Formule I), les capsules apposées seront celles de l'entrepoteur principal.</p>
131 - Sous quel titre de mouvement circulent les capsules représentatives de droits expédiées par un entrepoteur agréé « négociant » chez un récoltant où se déroule l'embouteillage ?	<p>Si l'entrepoteur agréé « négociant » souhaite faire apposer sa capsule représentative de droits, il établit un DSA/DSAC pour accompagner les CRD et acquitte les droits correspondants.</p> <p>Il inscrit également dans sa comptabilité matières en entrée et sortie les vins correspondants.</p> <p>A l'issue des opérations, le récoltant doit indiquer dans son registre d'embouteillage que les capsules utilisées sont celles du négociant et annoter sa comptabilité matières de la sortie des vins.</p>
Destructions et pertes de CRD	
132 - Comment un entrepoteur agréé doit-il gérer les capsules détruites lors de leur apposition ?	<p>Les capsules représentatives de droits détériorées lors de leur apposition (et celles mises au rebut) doivent être conservées pour vérification éventuelle du service.</p> <p>Avant de procéder à la destruction des capsules représentatives de droits, l'entrepoteur agréé doit donc en informer préalablement le service par tout moyen, dans un délai minimum de trois jours ouvrables.</p> <p>Au jour et à l'heure dite, même en l'absence du service, l'opérateur peut pratiquer la destruction de sa propre initiative et inscrire les capsules représentatives de droits détruites en perte dans la comptabilité matières des capsules.</p>

⁵⁴ *BOD* n° 6504 du 19 avril 2001.

133 - Sur quelle base juridique le retour de bouteilles et la destruction de capsules représentatives de droits est-elle possible?	Il arrive que, pour des motifs commerciaux, à la suite de coulage, de filtration, de la destruction de vins ou de la réintégration en chais de vin primeur et son ré-étiquetage, les capsules représentatives de droits soient détruites. La remise des droits des CRD détruites est possible ⁵⁵ .
Vrac et sans CRD	
134 - Des vins embouteillés peuvent-ils circuler entre deux entrepositaires agréés sans être munis de capsules représentatives de droits ?	<p>NON. Toutefois, le vin en bouteilles peut circuler sans capsule représentative de droits sous DAA/DAC entre deux entrepositaires agréés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les bouteilles sont expédiées à un entrepositaire agréé situé dans un autre Etat membre de l'Union européenne ; - lorsqu'elles sont destinées à l'exportation ; - et, en régime national, à condition que le vin soit identifié (gravure sur bouchon, étiquette provisoire, etc.). <p>Dans le cas particulier du tiré bouché, un contrat entre les deux opérateurs doit concrétiser cette opération et le service doit en être informé. Dans cette situation, la capsule représentative de droits apposée est celle du non-récoltant (négociant) qui met le vin à la consommation.</p>
135 - Sous quel conditionnement un débitant ou un entrepositaire agréé peut-il vendre à des particuliers des vins, des alcools ou des produits intermédiaires ?	<p>Les contenants des volumes nominaux des vins, vins de liqueur, vermouths et apéritifs à base de vin, alcools, eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses sont fixés par arrêté⁵⁶. Ces produits ne peuvent être vendus aux particuliers que dans des volumes nominaux repris à l'annexe III du <i>BOD</i> relatif aux capsules représentatives de droits⁵⁷.</p> <p>Dans ce cas, aucun document d'accompagnement n'est requis mais un document commercial ou économique justifiant du paiement des droits est nécessaire. Cette facilité est accordée si les quantités de produits vendues correspondent à⁵⁸ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un maximum de 90 litres de vin dans des contenants, autres que les bouteilles jusqu'à 3 litres puisqu'elles sont revêtues de capsules représentatives de droits, d'un volume maximum de 33 litres ; - un maximum de 20 litres de produits intermédiaires dans des contenants inférieurs ou égaux à 5 litres ; - un maximum de 10 litres de spiritueux dans des contenants égaux, au plus, à 4,5 litres.
136 - Comment doit procéder un débitant de boissons non-récoltant qui souhaite embouteiller lui-même de petites quantités de vin ?	<p>Il reçoit son vin en vrac en droits acquittés.</p> <p>Sans préjuger des règles d'étiquetage, il met en bouteilles sans capsule représentative de droits avec une mention spéciale sur l'étiquette : « Mis en bouteille par [(nom ou raison sociale), débitant à (adresse)] ».</p> <p>Cette possibilité d'embouteiller sans capsule représentative de droits est limitée à 30 hl par an. Au-delà de cette quantité, le débitant doit assumer l'ensemble des obligations liées au statut d'entrepositaire agréé et utiliser des CRD.</p>
CRD à l'étranger	
137 - Quel est le circuit des capsules représentatives de droits exportées vers un pays tiers pour être apposées sur des bouteilles de vins destinées au marché français [cf. § 112 à 121 du <i>BOD</i> n° 6504 du 19 avril 2001] ?	<p>Les présentes dispositions modifient les dispositions correspondantes de l'instruction relative aux capsules représentatives de droits (<i>BOD</i> n° 6504 du 19 avril 2001).</p> <p>Les capsules représentatives de droits expédiées dans un pays tiers, après avoir été inscrites par couleur et centilisation dans la comptabilité matières "pour mémoire", circulent jusqu'au bureau de douane d'exportation, qui ne peut être situé qu'en France, sous DAA/DAC. Celui-ci est apuré et retourné à l'expéditeur par le bureau de douane (ou le représentant en frontière) au moment du dépôt d'un DAU de perfectionnement passif (EX 21 sans consultation du ministère technique).</p>

⁵⁵ Article 54-0 Z de l'annexe IV au code général des impôts.

⁵⁶ Arrêté du 20 juin 1989 modifié par arrêté du 16 mai 1994, pris en application de la directive CEE du Conseil n° 75-106 du 19 décembre 1974.

⁵⁷ *BOD* n° 6504 du 19 avril 2001.

⁵⁸ Articles 111 H octies et nonies de l'annexe III au code général des impôts.

	<p>Au retour, les bouteilles revêtues de capsules représentatives de droits font l'objet du dépôt d'un DAA (IM 61/21) apurant l'exportation temporaire des CRD et permettant l'acquittement des droits de douane, d'<u>accises</u> et de la TVA sur les bouteilles de vin.</p> <p>Après dédouanement, le vin circule sans titre de mouvement (CRD).</p> <p>L'apurement du compte CRD "pour mémoire" et l'inscription en comptabilité matières sont effectués par le responsable de l'opération au vu du DAA.</p>
138 - Quelle procédure doivent suivre l'opérateur et le service pour le remboursement des droits et taxes afférents aux bouteilles de vin revêtues de capsules représentatives de droits expédiées en intracommunautaire ou exportées vers un pays tiers (articulation des articles 302 Q du code général des impôts et 54-0 Z de l'annexe IV à ce code) ?	<p>La procédure est différenciée suivant que l'expédition a lieu en droits acquittés ou en droits suspendus :</p> <p>1°) <u>Expédition sous DAA/DAC et exportation</u> :</p> <p>Le remboursement est effectué soit par compensation sur la déclaration récapitulative mensuelle, soit par dossier de remboursement si le délai de trois mois pour la compensation est dépassé⁵⁹.</p> <p>La preuve de réception des vins à l'étranger atteste de la destruction des capsules représentatives de droits.</p> <p>Pour l'exportation, la déclaration en douane justifie de la destruction.</p> <p>2°) <u>Expédition sous DSA/DSAC à un particulier ou un professionnel résidant dans un autre Etat membre (ventes à distance)</u> :</p> <p>La demande de remboursement doit être déposée au service avant l'expédition⁶⁰.</p>
139 - Quelles sont les modalités de gestion des capsules représentatives de droits apposées sur des bouteilles livrées à l'étranger lorsque ces bouteilles sont finalement retournées à l'expéditeur ?	<p>Abstraction faite de la destruction des capsules représentatives de droits sous le contrôle du service, plusieurs cas sont à envisager :</p> <p>1°) <u>Si le vin revient sous le DAA/DAC ayant servi à l'expédition</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les négociants et récoltants acquittant les droits à l'apposition de la capsule, les bouteilles réintègrent le stock des bouteilles en droits acquittés et mention en est faite dans la comptabilité matières en droits acquittés ou dans un compte annexe (<i>Cf. question n° 104</i>) ; - pour les récoltants ayant opté pour le paiement des droits à la sortie du chai vers le marché national, les droits n'ayant pas été acquittés lors de l'expédition à l'étranger, les vins réintègrent le stock des bouteilles revêtues de CRD en droits non-acquittés. <p>2°) <u>Si le vin revient sous un nouveau DAA/DAC (compensation ou remboursement du droit obtenu)</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les négociants et les récoltants acquittant les droits à l'apposition de la capsule, paiement des droits et allotissement des bouteilles dans le stock des bouteilles capsulées ; - pour les récoltants ayant opté pour le paiement des droits à la sortie du chai vers le marché national, réintégration des bouteilles dans le stock des bouteilles revêtues de CRD en droits non-acquittés.

⁵⁹ Article 286 M de l'annexe II au code général des impôts.

⁶⁰ Article 302 Q du code général des impôts.

Prestations de service et travail à façon	
140 - Comment fonctionne le régime du conditionnement à façon ?	<p>L'ensemble des cas de conditionnement à façon est traité dans <i>l'annexe II</i>.</p> <p>Les CRD "conditionneur à façon" et "producteur" sont supprimées.</p>
141 - Un récoltant peut-il recourir à la procédure du travail à façon pour l'envoi de son vin qui sera capsulé avec les capsules représentatives de droits du conditionneur ?	<p>Les CRD d'embouteilleur et de conditionneur à façon ont été supprimées.</p> <p>Le viticulteur peut apposer ses propres capsules représentatives de droits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il utilise le régime du travail à façon avec retour des bouteilles capsulées (<i>Cf. annexe II</i>) ; - si, en tant que sous-entrepôtaire, il prend en charge le crédit et le paiement des droits⁶¹ (<i>Cf. question n° 130</i>). <p>Les capsules peuvent être directement envoyées au conditionneur mais le récoltant apure lui-même le DAA/DAC et inscrit les capsules représentatives de droits dans sa comptabilité matières (<i>Cf. question n° 113</i>).</p> <p>Lorsque le viticulteur prend la position de sous-entrepôtaire avec mandat total donné au conditionneur à façon, ce sont les CRD « non-récoltant » de l'entrepôtaire agréé principal, prestataire de service qui sont apposées.</p>
<p>142 - Qui acquitte les taxes parafiscales liées à l'apposition de capsules représentatives de droits « récoltant » lorsque les bouteilles changent de propriétaire alors qu'elles se trouvent chez le conditionneur à façon ?</p> <p>L'entrepôtaire agréé « récoltant » ? Le prestataire ? L'entrepôtaire agréé « négociant » acquéreur des bouteilles ?</p>	<p>Le récoltant acquitte les taxes parafiscales liées à l'apposition des capsules car ces taxes sont dues au premier titre de mouvement en sortie de la propriété. Or, le DAA/DAC qui accompagne le vin chez le prestataire est le premier titre de mouvement établi par le récoltant.</p> <p>Le régime du conditionnement à façon constitue une prestation de service particulière qui impose le retour des produits à la propriété.</p> <p>Si les bouteilles sont cédées sur le site de l'apposition des capsules, le régime du travail à façon ne s'applique pas : l'entrepôtaire agréé « récoltant » doit alors être sous-entrepôtaire, avec mandat partiel, chez le prestataire qui est entrepôtaire agréé principal.</p>
Répartition de CRD	
143 - Un répartiteur peut-il vendre des capsules représentatives de droits collectives à un opérateur occasionnel ni adhérent ni affilié dont le site d'exploitation ne se trouve pas dans l'aire de production ?	NON, sauf dérogation accordée préalablement sur le bon de commande par le service gestionnaire de l'acheteur.
144 - Un répartiteur peut-il vendre à la fois des capsules représentatives de droits en droits acquittés et en droits suspendus ?	OUI, car il n'utilisera pas les mêmes titres de mouvement.
145 - Les organismes répartiteurs peuvent-ils distribuer des capsules collectives pour les spiritueux ?	OUI. S'agissant du Calvados, la notion de syndicats et de groupements professionnels est étendue aux organismes professionnels de l'économie cidricole. En l'espèce, la campagne de référence est la campagne cidricole.
146 - La réintégration de capsules chez le répartiteur est-elle possible ?	<p>OUI. Les récoltants peuvent, en cas d'erreur de commande ou de livraison, renvoyer les capsules représentatives de droits aux répartiteurs. Dans ce cas, le répartiteur a la possibilité de réintégrer ces CRD aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si le DAA/DAC a été apuré et retourné au répartiteur, un nouveau DAA/DAC, citant en référence le DAA/DAC initial, sera établi par le récoltant ; - lorsque les capsules sont livrées sous DAA/DAC, et que ce document n'a pas encore été apuré, les modalités de prise en charge sont celles décrites à la <i>question n° 103</i>. - lorsque les capsules représentatives de droits ont été livrées sous DSA/DSAC, les modalités de prise en charge sont celles décrites en <i>question n° 104</i>. <p>Selon les cas évoqués ci-dessus, l'inscription en comptabilité matières des capsules représentatives de droits reçues par le destinataire sera effectuée ou non.</p>

⁶¹ Mandat partiel, Formule II.

147 - Les récoltants disposent-ils d'une période transitoire pour constituer un syndicat répartiteur là où il n'en existe pas ?	OUI. Dans l'hypothèse où il n'existe pas de répartiteur dans la zone de production, les directeurs régionaux peuvent fixer des délais permettant aux récoltants de constituer un syndicat répartiteur. Ils pourront se fournir en premières capsules auprès des anciennes coopératives d'approvisionnement dans les conditions fixées à la <i>question n° 150</i> .
148 - Peut-il y avoir report de paiement pour les capsules collectives ?	NON, les capsules collectives sont des capsules détenues en droits acquittés. L'acquittement des droits par le récoltant et la validation du titre de mouvement peut avoir lieu soit directement auprès du répartiteur, soit, en cas de livraison sous DAA/DAC, lors du dépôt de la prochaine déclaration récapitulative mensuelle.
149 - Les répartiteurs de capsules peuvent-ils percevoir les taxes parafiscales et les cotisations volontaires obligatoires (CVO) lorsqu'ils vendent les capsules représentatives de droits en droits acquittés ?	Les répartiteurs peuvent percevoir les taxes parafiscales au moment de la vente des CRD en droits acquittés lorsque : - leur zone de distribution de capsules ne concerne qu'une seule aire d'appellation (exclusion des régions mixtes AOC-VDQS) ; - leur zone de distribution de capsules ne concerne qu'un seul organisme interprofessionnel. L'organisation de la collecte des CVO ne relève pas de la compétence de l'administration mais de la responsabilité des interprofessions. En effet, ces cotisations dépendent exclusivement des rapports entre les interprofessions et leurs adhérents. NB : La taxe ANDA est acquittée par le producteur car il en est le redevable. Les taxes parafiscales interprofessionnelles sont acquittées par la personne levant le titre de mouvement. Si cette personne est un récoltant, il en répercute la charge sur l'acheteur.
150 - La date butoir du 30/6/2001 fixée pour l'écoulement des stocks⁶² , des anciens répartiteurs exclus de la distribution des capsules représentatives de droits par la nouvelle réglementation peut-elle être repoussée ? Leur stock peut-il être repris par les syndicats répartiteurs qui se mettent en place ? Que deviennent les stocks non écoulés aux échéances ?	OUI, cette date sera repoussée au 31/12/2001 pour les organismes exclus du système de répartition. Afin d'éviter une destruction massive des stocks de capsules, ils pourront rétrocéder leurs invendus en une seule fois aux répartiteurs. Ces transferts seront validés par des titres de mouvement et repris dans leur comptabilité matières. Les stocks non repris par les répartiteurs seront détruits en présence du service après le 01/01/2002. Les stocks repris par un répartiteur et non écoulés au 31/12/2002 seront détruits dans les mêmes conditions que l'ensemble des capsules représentatives de droits de l'ancien système.
Circulation avec CRD	
151 - Le fait générateur du droit de circulation peut-il être reporté de l'apposition de la capsule représentative de droits à la sortie des chais pour un négociant ?	NON, cette possibilité n'est offerte qu'aux récoltants puisqu'ils tiennent, par définition, un stock homogène d'une seule provenance.
152 - Comment doit-on gérer la réintégration de bouteilles capsulées ?	Les bouteilles capsulées reprennent leur place dans l'allotissement général des bouteilles munies de capsules représentatives de droits. Dans la comptabilité matières, elles sont reprises sous la rubrique "droits acquittés" au vu du document qui a permis leur réintégration (bon de livraison, facture...). Si l'entrepositaire agréé n'a pas de compte général en droits acquittés, il doit créer un compte annexe pour ces réintégrations, sauf à faire détruire les capsules représentatives de droits sous le contrôle du service. S'il s'agit d'un récoltant ayant opté pour la fusion du fait générateur du paiement des droits et de la sortie des chais, la réintégration des bouteilles capsulées s'effectue dans le stock en droits suspendus.
153 - Comment se déroule la mise en suspension de bouteilles munies de capsules représentatives de droits reçues par un entrepositaire agréé « négociant » ?	La capsule étant représentative de droits, sauf à la détruire physiquement et à en apporter la preuve au service, il n'est pas possible de remettre en suspension des bouteilles munies de capsules représentatives de droits.

⁶² BOD n° 6504 du 19 avril 2001.

<p>154 - Les vins doux naturels AOC munis de capsules représentatives de droits et livrés à l'étranger bénéficient-ils de la compensation des droits, en tant que vins visés à l'article 416 du code général des impôts ?</p> <p>Cette mesure s'applique-t-elle aussi aux boissons fermentées à base de vin ?</p>	<p>OUI.</p> <p>OUI, elle s'applique à l'ensemble des boissons fiscalement assimilées aux vins.</p>
DIVERS	
Dispositif d'exonération des droits d'accises	
<p>155 - Quel est le régime des arômes, des extraits alcooliques parfumés, des alcoolats à destination des utilisateurs identifiés par un numéro d'utilisateur (UT) ?</p>	<p>Les arômes, les alcoolats, les extraits alcooliques parfumés ou les alcools et boissons alcooliques modifiés répondent à la nouvelle définition des alcools repris à l'article 401⁶³ du code général des impôts. Les opérateurs qui produisent, détiennent et expédient des alcools et notamment des arômes, définis aux positions tarifaires de la nomenclature douanière NC 21.06.90.20 ou 33.02.10.10, sont entrepositaires agréés.</p> <p>1°) Dans le cadre du dispositif d'exonération des droits d'accises⁶⁴, les opérateurs du secteur des préparations alimentaires, à savoir, les fabricants (fournisseurs), les intermédiaires et les utilisateurs d'alcools, de boissons alcooliques, d'arômes ou d'autres produits alcooliques semi-finis sont soumis à des <u>obligations particulières</u>.</p> <p>Les <u>réipients</u> d'arômes, d'alcoolats, d'extraits parfumés ou d'alcools et de boissons alcooliques modifiés, dès lors qu'ils sont destinés aux utilisateurs du secteur des préparations alimentaires, doivent être revêtus d'une marque comportant l'indication « USAGE RESERVE AUX PROFESSIONNELS POUR LES PREPARATIONS ALIMENTAIRES » ou « DESTINE A LA FABRICATION DE DENREES ALIMENTAIRES ET NON A LA VENTE AU DETAIL ».</p> <p>Les produits revêtus de cette marque sont dispensés de titre de mouvement, tant entre un fabricant (fournisseur) et un intermédiaire, qu'entre un intermédiaire et un utilisateur ou entre un fabricant (fournisseur) et un utilisateur.</p> <p>S'il n'est pas exigé de titre de mouvement, les documents de livraison doivent mentionner expressément le numéro d'intermédiaire ou d'utilisateur du destinataire des produits.</p> <p>Le fabricant et l'intermédiaire, qui sont par ailleurs entrepositaires agréés, doivent également tenir la comptabilité matières de ces produits, tant à la production qu'au stockage, en entrée et en sortie, en portant les références des documents commerciaux (bons de livraison, factures,...) qui ont été établis (<i>Cf. question n° 157</i>).</p> <p>2°) En dehors de ce secteur, ces produits alcooliques doivent circuler :</p> <ul style="list-style-type: none"> - entre deux entrepositaires agréés, sous DAA/DAC ; - entre un fournisseur entrepositaire agréé et un utilisateur non entrepositaire agréé, en régime national : dispense de titre de mouvement.
<p>156 - Quel document utiliser pour la circulation des produits alcooliques autres que les arômes, alcoolats, extraits parfumés, alcools et boissons alcooliques modifiés ?</p>	<p>Le document à utiliser est :</p> <p>1°) <u>entre le fabricant (fournisseur) et l'intermédiaire</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un DAA/DAC, validé à l'expédition et à la réception, si l'intermédiaire a le statut d'entrepositaire agréé ; - un DSA/DSAC, validé à l'expédition, mention « exonération », si l'intermédiaire est débitant de boissons ; <p>2°) <u>entre le fabricant (fournisseur) et l'utilisateur</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un DSA/DSAC, validé au départ, mention « exonération » et numéro d'utilisateur ; <p>3°) <u>entre l'intermédiaire et l'utilisateur</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un DSA/DSAC, validé au départ, mention « exonération » et numéro d'utilisateur, si l'intermédiaire a le statut d'entrepositaire agréé ;

⁶³ Ordonnance n° 2001-766 du 29 août 2001 portant transposition de directives communautaires et adaptation au droit communautaire en matière économique et financière, article 15 (*JORF* du 31 août 2001).

⁶⁴ DA n° 99-040 du 22 février 1999 (*BOD* n° 6328 du 4 mars 1999).

	- un DSA/DSAC, non validé, ou tout document qui en tient lieu avec mention du numéro d'utilisateur si l'intermédiaire est débitant de boissons.
157 - Comment doivent être repris en comptabilité matières les arômes, les alcoolats, les alcools et les boissons alcooliques modifiés ou non ?	<p>Pour les fabricants (fournisseurs) et les intermédiaires, qui sont entrepôts agréés, les arômes, les alcoolats, les alcools et les boissons alcooliques modifiés ou non doivent être repris selon le cas dans les comptes de production ou de transformation ainsi que dans le compte principal selon les règles de droit commun. Les mouvements seront inscrits dans leur comptabilité matières et ce, quelles que soient la nature des documents qui les accompagnent (facture ou DAA/DAC) et l'utilisation qui en sera faite (exonération ou taxation).</p> <p>Les utilisateurs qui doivent tenir une comptabilité matières⁶⁵, y reprennent les références du bon de livraison ou de la facture.</p> <p>Les utilisateurs non tenus à la comptabilité matières (boulangers, pâtisseries, pharmaciens, etc.) reprennent ces références dans leur comptabilité commerciale.</p>
158 - Les intermédiaires doivent-ils avoir un cautionnement spécifique ?	<p>OUI. Les intermédiaires sont des entrepositaires agréés cautionnés et tiennent une comptabilité matières lorsqu'ils livrent des alcools et boissons alcooliques par quantités supérieures à 10 litres.</p> <p>En-dessous de ce seuil, ils prennent le statut de débitant de boissons et ne sont pas cautionnés.</p>
159 - Les fournisseurs d'alcool pour des préparations alimentaires doivent-ils être cautionnés pour les produits exonérés qu'ils détiennent ?	<p>OUI. Par définition, un fabricant (fournisseur) est un entrepositaire agréé dûment cautionné.</p> <p>Si un fabricant (fournisseur) utilise des alcools ou boissons alcooliques à des fins exonérées, il doit inscrire en sortie de sa comptabilité matières les quantités de produits utilisées avec une mention spécifique.</p>
160 - Quel est le statut des parapharmacies, magasins diététiques, épiceries, ... ?	A l'exception des pharmacies, ces opérateurs, qui vendent des boissons alcooliques, doivent prendre un statut fiscal de débitant ou d'entrepositaire agréé conformément aux règles fixées par l'article 302 G du code général des impôts.
Warrants	
<p>161 - Certaines banques continuent d'adresser des warrants au service.</p> <p>En cas d'insuffisance de stocks, le service doit-il en informer la banque ?</p> <p>Le service peut-il transmettre la déclaration récapitulative mensuelle à l'établissement prêteur ?</p>	<p>En cas d'insuffisance de stock constaté par le service, ce dernier en informe immédiatement la recette régionale qui se chargera de prévenir l'établissement bancaire. En aucun cas, le service ne transmet la déclaration récapitulative mensuelle à cet établissement.</p> <p>RAPPEL : Les "warrants agricoles" et les "engagements de garantie" sont des sûretés qui permettent aux agriculteurs de gager tout ou partie de leur production ou matériel d'exploitation, sans dessaisissement, afin d'obtenir des prêts financiers auprès d'organismes bancaires (articles L. 342-1 à L. 342-16 du code rural et 661 et 662 du code rural ancien).</p> <p>Dans le secteur des contributions indirectes, les "warrants agricoles" portent sur les vins ou alcools et les "engagements de garantie" couvrent les seuls vins ou alcools provenant de la distillation du vin.</p> <p>Le dispositif réglementaire des warrants et engagements de garantie est maintenu (article 450 du code général des impôts).</p> <p>Toutefois, dans le cadre de la réforme des contributions indirectes, l'administration n'intervenant plus qu'a posteriori dans le suivi des mouvements de produits soumis à accises, les mesures de surveillance de ces produits gagés doivent être adaptées.</p> <p>1°) Lors de la demande de prêt, l'établissement financier peut demander à l'opérateur une copie de sa ou ses déclarations récapitulatives mensuelles pour que ce dernier justifie de l'existence des stocks. Ces documents peuvent être validés par le service.</p> <p>2°) Lors de la mise en place d'un warrant (ou d'un engagement de garantie) par l'établissement financier, le dépositaire du dossier (la recette régionale ou, le cas échéant, la direction régionale) informe immédiatement le bureau chargé de la gestion de l'opérateur concerné.</p>

⁶⁵ BOD n° 6328 du 4 mars 1999.

Autres	
	Les possibilités de domiciliation doivent être maintenues pour les opérateurs souscrivant des warrants : machine à timbrer, documents prévalidés, capsules représentatives de droits. Toutefois, ces possibilités ne sont octroyées que dans des proportions compatibles avec le respect des stocks warrantés. Les services peuvent donc restreindre ces possibilités de domiciliation lorsque l'opérateur, de par ses antécédents, présente un risque particulier ou quand les stocks libres ne permettent plus la sécurisation des stocks warrantés (Cf. question n° 129).
162 - Quelles sont les modalités pour la circulation du sucre ? Comment apurer le DAA/DAC ? L'expéditeur est-il responsable en cas de non-apurement ?	Un DAA/DAC est nécessaire pour tout envoi de sucre par quantités supérieures à 25 kg pour une personne n'en faisant pas commerce ou n'exerçant pas une activité qui en comporte l'emploi ⁶⁶ . Les règles d'établissement des DAA et DAC sont celles de droit commun (numérotation en continu). Le DAA/DAC n'est validé ni au départ, ni à l'arrivée ⁶⁷ . L'apurement est réalisé lorsque le destinataire renvoie l'exemplaire n° 3 annoté, daté et signé à l'expéditeur. Ce dernier est responsable en cas de non-apurement. Des preuves alternatives peuvent être acceptées.
163 - Les creux de route sont-ils applicables aux produits conditionnés ?	OUI, en application de l'article 456 du code général des impôts.
164 - Quelles sont les règles d'arrondi en francs et en euros pour la liquidation des droits et taxes ?	La liquidation des droits et taxes est arrondie au franc ou à l'euro le plus proche ⁶⁸ . La fraction de franc ou d'euro égale à 0,50 est comptée pour 1. Il est procédé à cet arrondi au niveau du décompte de chaque taxe. Cette règle n'est valable que pour la liquidation (paiement au vu de la déclaration récapitulative mensuelle). Pour l'établissement de leurs factures, les opérateurs appliqueront l'arrondi communautaire (au centime d'euro le plus proche).
VI – VITICULTURE	
165 - Quelle est la définition de la notion de " région de récolte des raisins " ⁶⁹ utilisée pour la production de vins de pays ?	Conformément à la réglementation en vigueur ⁷⁰ , les vins de pays qui bénéficient de la dénomination "vin de pays" suivie du nom d'un département ou de celui d'une zone spécifique de production sont produits à partir de raisins récoltés dans ce département ou cette zone spécifique. Ils doivent également être vinifiés dans ce département ou cette zone de production.
166 - Quelle est la définition de la notion d'exploitation viticole ?	L'exploitation viticole ⁷¹ est désormais l'unité technico-économique soumise à gestion unique constituée des parcelles cadastrales plantées ou à planter en vignes dont l'exploitant détient les titres de propriété ou de location ayant date certaine. Ces parcelles doivent être situées dans la limite de l'arrondissement du siège de l'exploitation et des cantons limitrophes. Toutefois, pour tenir compte de situations particulières, cette limite peut être portée à 70 km du siège de l'exploitation. Les produits qui en sont issus font l'objet d'une même déclaration de récolte. A contrario, pour des parcelles hors de l'arrondissement de récolte et des cantons limitrophes et éloignées de plus de 70 km du siège de l'exploitation, il s'agit d'une exploitation distincte de la première exploitation avec un n° CVI et des règles de vinification conformes à l'aire d'installation de cette exploitation.

⁶⁶ Article 426 du code général des impôts.

⁶⁷ BOD n° 6466 du 18 novembre 2000.

⁶⁸ Article 1724 du code général des impôts.

⁶⁹ BOD n° 6481 du 16 janvier 2001, page 13.

⁷⁰ Dispositions de l'article 1er du décret n° 2000-848 du 1er septembre 2000 fixant les conditions de production des vins de pays et celles de l'article 5 du décret n° 68-807 du 13 septembre 1968 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les vins.

⁷¹ Cette nouvelle définition est issue de la nouvelle organisation commune du marché viticole mise en place par le règlement (CE) n° 1493/1999 du 17 mai 1999 et applicable depuis le 1er août 2000. Elle reprend également la notion communautaire d'unité technico-économique soumise à gestion unique fixée par l'article 2.a du règlement (CEE) n° 649/87 de la Commission du 3 mars 1987 portant modalités d'application relatives à l'établissement du casier viticole communautaire de l'exploitation viticole.

ANNEXE I

abrogeant les paragraphes 1.3.1 et 1.3.2. du *BOD* n° 6464 du 3 novembre 2000

TRANSIT CI ET INTERRUPTION DE TRANSPORT

I - LE REGIME DU TRANSIT CI

1) Définition

La procédure du transit CI s'applique, sur le territoire national, aux opérateurs qui prennent temporairement en charge dans leurs locaux des produits soumis à accises en suspension de droits et les réexpédient. Ce régime permet le rétablissement de la responsabilité de l'expéditeur lors de la reprise du transport.

Les opérateurs doivent prendre le statut d'entrepôt agréé mais leur responsabilité est limitée à la détention physique des produits qu'ils ont pris en charge. Leur part de responsabilité correspond aux risques inhérents au stockage dans le cadre des relations de droit privé établies entre la personne propriétaire des produits et eux-mêmes. **Ils doivent à ce titre justifier d'une garantie appropriée (crédit d'entrepôt).**

ATTENTION : la différence entre le transit et le travail à façon réside dans le fait que, dans ce dernier cas, le retour des marchandises chez l'expéditeur est obligatoire.

2) Opérateurs concernés

- transporteurs
- transitaires

3) Délai d'application

La durée du régime du transit est fixée au maximum à un mois. Ce délai permet à l'opérateur qui utilise ce régime de remettre en circulation les marchandises et leur titre de mouvement sous la responsabilité de l'expéditeur tout en respectant les délais d'apurement, conformément à l'article 302 P du code général des impôts.

Lorsqu'au terme d'un mois de détention, la remise en circulation des marchandises n'a pas été effectuée, l'opérateur apure d'office le DAA/DAC, renvoie l'exemplaire n° 3 à l'expéditeur et prend en compte les marchandises dans sa comptabilité matières.

4) Conditions d'application

Il est précisé que le temps passé sous la procédure du transit est indépendant de la durée initiale du transport indiqué sur le titre de mouvement (case 17) : la mise en transit est suspensive des délais fixés pour l'expédition des produits.

a) remise en circulation des marchandises dans les limites du délai de transit

L'opérateur annote le titre de mouvement (DAA/DAC) des mentions permettant de l'identifier, à savoir son numéro d'agrément, le lieu et la date d'arrivée, le numéro d'immatriculation du nouveau véhicule, la date et l'heure de reprise du transport. Ces annotations sont portées sur les exemplaires n° 2, 3 et 4 du DAA/DAC [en case B et le cas échéant en case C contrôles (suite)]. L'opérateur conserve une copie du titre de mouvement.

Ces informations peuvent être indiquées à l'appui d'un cachet selon le modèle repris ci-dessous.

A titre indicatif, modèle de cachet admissible pour une opération de transit :

Nom de l'entreprise :
Adresse :
Identification au registre du commerce :
Numéro d'agrément : FR
Date d'arrivée (ou de transbordement) :
Camion assurant la livraison finale N° d'immatriculation : Date et heure de reprise du transport :

b) remise en circulation des marchandises au-delà du délai de transit d'un mois

Il ne s'agit plus de transit mais de stockage. A ce titre, l'opérateur apure le DAA/DAC initial, inscrit les marchandises en entrée dans sa comptabilité matières et crée un nouveau titre de mouvement lors de la remise en mouvement des produits.

ATTENTION : le déchargement et le chargement réalisés sur un même quai dans un délai très court (maximum de 48 heures) par les sociétés de messagerie et de groupage local ne sont pas considérés comme du stockage à proprement parler. Aussi, dans ce cas précis, le régime du transit CI est allégé : les titres de mouvement ne sont pas annotés (*Cf. annexe VII*).

c) comptabilité matières

En tant qu'entrepositaire agréé, l'opérateur tient une comptabilité matières simplifiée et dépose une déclaration récapitulative mensuelle simplifiée.

La comptabilité matières simplifiée reprend les seules références des titres de mouvement et les dates d'entrée et de sortie des marchandises.

La déclaration récapitulative mensuelle simplifiée mentionne le nombre de documents d'accompagnement reçus et expédiés.

5) Manipulations autorisées

Les opérateurs peuvent effectuer les manipulations nécessaires à la conservation et à la sécurité des produits. Ils sont également autorisés à effectuer des changements de destinataires et des transbordements en application des dispositions des articles 451 à 455 du code général des impôts et du règlement (CEE) n° 2225/93 de la Commission du 27 juillet 1993 ou de l'autorisation qui leur a été accordée.

II - L'INTERRUPTION DE TRANSPORT

1) Définition

Des **incidents divers**, tels que pannes, accidents de la circulation, grèves, etc., peuvent immobiliser un véhicule alors que celui-ci est utilisé au transport de marchandises circulant sous le couvert d'un titre de mouvement.

Le délai de validité du titre de mouvement **doit** normalement couvrir les temps d'immobilisation nécessaires au repos du conducteur ou du **week-end**. Dans le cas contraire, il faut recourir à la procédure d'interruption de transport.

Lorsque la livraison ne peut être effectuée dans les délais impartis, les titres de mouvement doivent être mis en dépôt dans un bureau de douane en échange d'un formulaire extrait du registre n° 8181-12.

2) Conditions d'application

En application de l'article 455 du code général des impôts, la déclaration doit être faite à l'administration dans les **24 heures** qui suivent l'immobilisation du véhicule et, en tout état de cause, avant le déchargement des marchandises. Si cette immobilisation intervient en dehors des heures d'ouverture légales du bureau, le chauffeur doit se rapprocher des services de gendarmerie ou de police pour l'établissement d'un procès verbal ou tout autre document en faisant office.

En pratique, les titres de mouvement doivent être déposés auprès du service (recette, recette locale, correspondant local) en échange d'un formulaire extrait du registre n° 8181-12 remis au déclarant. La souche du registre n° 8181-12 est signée à la fois par le déclarant et le représentant de l'administration.

Dans le cadre de cette formalité, le service peut exiger le dépôt des titres de circulation applicables au véhicule (carte grise, etc.) et procéder à la reconnaissance des marchandises.

Une copie du récépissé n° 8181-12 délivré au déclarant est transmise, dans les meilleurs délais, et par ses soins, à l'émetteur du DAA/DAC afin que ce dernier puisse justifier du non-apurement du document dans les délais de transport initialement prévus.

L'émetteur du DAA/DAC doit en informer le service dans le cadre de sa déclaration récapitulative mensuelle au moyen de son relevé des titres non-apurés.

Lors de la reprise du transport, le récépissé du registre n° 8181-12 détenu par le déclarant est remis au service émetteur pour annotation. Ce récépissé est conservé par le service après que celui-ci a procédé à la vérification de l'intégrité du chargement. Les exemplaires du titre de mouvement sont annotés de la date et de l'heure de reprise du transport, visés puis restitués au déclarant, en vue de légitimer le transport jusqu'à la destination prévue.

La durée du transport mentionnée à l'origine sur le DAA est prolongée de toute la durée de l'interruption du transport (Article 455 du code général des impôts).

ANNEXE II
abrogeant le paragraphe 1.3.3. du BOD n° 6464 du 3 novembre 2000

REGIME DU TRAVAIL A FAÇON

1) Définition

Des opérateurs traitent des boissons pour le compte d'entrepôts agréés récoltants ou négociants (opérations listées ci-dessous). Ces opérations peuvent être effectuées sous le régime du travail à façon.

Ce régime est applicable lorsque les opérateurs se bornent à traiter les boissons et à les renvoyer après traitement aux entrepositaires agréés qui les leur ont confiées, au moyen du même titre de mouvement.

Le prestataire de service possède dans tous les cas la qualité d'entrepôt agréé.

Ce régime s'apparente à la procédure applicable au transit.

ATTENTION : il est rappelé que **le travail à façon est un cas particulier de prestation de service et qu'il implique un retour de la marchandise au donneur d'ordre.**

En conséquence, lorsque le donneur d'ordre désire expédier directement les produits à partir des locaux du travailleur à façon (sans retour dans ses propres locaux), il doit prendre la position de sous-entrepôt chez le travailleur à façon. Le cas échéant, un nouveau titre de mouvement doit être établi par ce dernier pour l'expédition des produits chez le destinataire final.

2) Statut du travailleur à façon

Il est entrepositaire agréé cautionné pour la seule détention des produits dont il assure le travail à façon.

Sa comptabilité matières est constituée des registres exigés par la réglementation communautaire (registre des entrées/sorties qui peut être remplacé par la collection des titres de mouvement).

3) Opérations autorisées

- conditionnement à façon : embouteillage, étiquetage, marquage, capsulage, "packaging" (assemblage de produits soumis à accises et autres en vue d'opérations promotionnelles) ;

- élaboration de vins mousseux : tirage, remuage, dégorgement ;

- traitements œnologiques nécessitant un matériel spécifique : enrichissement par méthode soustractive, filtration, centrifugation, stabilisation tartrique.

4) Titre de mouvement applicable

Le titre de mouvement (DAA/DAC) est levé par le donneur d'ordre, qui y figure à la fois en tant qu'expéditeur et destinataire.

Le travailleur à façon apparaît en case 7a (lieu de livraison).

Le titre de mouvement porte la mention "travail à façon" et doit être repris le cas échéant dans la déclaration mensuelle de non-apurement des titres de mouvement sous une rubrique spécifique "travail à façon".

5) Délais

Les effets du DAA/DAC sont suspendus à l'arrivée des produits chez le travailleur à façon. Ce dernier effectue les transformations requises. Les marchandises doivent être réintégrées chez le donneur d'ordre dans **un délai maximum d'un mois à compter de la fin des opérations.**

6) Conditions d'application

Les obligations du travailleur à façon sont allégées :

- il doit prendre le statut d'entrepôt agréé mais sa responsabilité est limitée à la détention physique des produits qu'il a pris en charge. Sa part de responsabilité correspond aux risques inhérents au stockage dans le cadre des relations de droit privé établies entre la personne qui dispose des produits et lui-même. **Il doit à ce titre justifier d'une garantie appropriée (crédit d'entrepôt) ;**

- il tient une comptabilité matières simplifiée et dépose une déclaration mensuelle simplifiée (mêmes conditions que la procédure de transit) ;

ATTENTION : les embouteilleurs, les élaborateurs de vins mousseux et de vins pétillants sont soumis à des obligations spécifiques en matière de registres de manipulations⁷².

- il annote les titres de mouvement. En cas de manipulations affectant la nature des produits, le titre de mouvement est complété par la description des manipulations et leur résultat. Ces annotations sont portées sur les exemplaires n° 2, 3 et 4 des DAA/DAC (en case B et, le cas échéant, en case C contrôle).

Exemple de cachet d'annotation d'un titre de mouvement pour le travail à façon :

Nom de l'entreprise : Adresse : Identification au registre du commerce :
Numéro d'agrément : FR
Date de prise en charge des produits :
Nature de la manipulation :
Date de fin des opérations :
Camion assurant la livraison finale N° d'immatriculation : Date et heure du départ des produits traités :

⁷² BOD n° 6481 du 16 janvier 2001, page 16.

**ANNEXE III modifie comme suit le BOD n° 6464 du 3 novembre 2000
(paragraphe II 2.2 et 2.3) pour ce qui concerne**

**LE REGIME PARTICULIER DES ENTREPOSITAIRES AGREES SANS MAGASIN
ET DES SOUS-ENTREPOSITAIRES**

I. LE REGIME DES ENTREPOSITAIRES AGREES SANS MAGASIN

1) Définitions légales et réglementaires

Est entrepositaire agréé⁷³ toute personne qui détient des alcools, des produits intermédiaires, des vins ou autres boissons fermentées et des bières et qui sont destinés à être expédiés ou revendus par quantités, pour un même destinataire, supérieures à 10 litres d'alcool ou de boissons spiritueuses, 20 litres de produits intermédiaires, 90 litres de vins tranquilles, 60 litres de vins mousseux et 110 litres de bières.

Est entrepositaire agréé sans magasin⁷⁴ la personne qui se livre au négoce d'alcools ou de boissons alcooliques et qui, sans détenir matériellement ces produits, agit comme un propriétaire. Ce type d'opérateur ne prend donc pas l'option de disposer d'installations pour l'entreposage de ces produits.

2) Conséquences

Dès lors qu'ils se livrent au négoce de produits soumis à accises dans des quantités supérieures aux seuils fixés ci-dessus, les entrepositaires agréés sans magasin ont pour obligation :

- de se faire identifier ;
- de présenter un cautionnement pour la circulation des produits (crédit d'expédition) ;
- de tenir une comptabilité matières et de s'astreindre aux obligations déclaratives mensuelles et annuelles y afférentes.

❶ Identification : le bureau de douane compétent dans le ressort territorial duquel est situé le siège social ou le principal établissement qui correspond à l'adresse reprise au RCS de l'entrepositaire agréé sans magasin attribue un numéro du type FR 01 613 C 9999 (année, bureau de douane, C pour ce type d'opérateur, numéro séquentiel).

Ce numéro est à inscrire selon le cas en cases 2 et 4 du DAA/DAC et 1 et 4 du DSA/DSAC par l'entrepositaire agréé sans magasin tant dans ses échanges nationaux qu'intracommunautaires.

NB : l'opérateur concerné doit donc avoir son siège social ou son principal établissement en France.

❷ Tenue d'une comptabilité matières : l'entrepositaire agréé sans magasin, qu'il se livre au négoce d'alcools ou de boissons alcooliques tant en suspension de droits qu'en droits acquittés, doit tenir une comptabilité matières des entrées et des sorties.

➔ Informations devant figurer dans la comptabilité matières en entrées et en sorties :

- l'inscription concomitante des mouvements de produits en entrées et en sorties, au vu des documents émis ;
- les références aux documents ou aux titres de mouvement établis lors de l'enlèvement des produits dans les locaux du fournisseur où sont stockées les marchandises.

Il appartiendra au fournisseur de transmettre à l'entrepositaire agréé sans magasin l'exemplaire n° 1 bis ou une copie du DAA/DAC ou DSA/DSAC souscrit.

➔ Particularités concernant le fournisseur :

- le fournisseur doit contresigner et dater le document d'accompagnement, garder l'exemplaire n° 1 ou une copie pour justifier la sortie de sa comptabilité matières ;
- il lui appartient également d'acquitter les droits et taxes préalablement à toute expédition nationale. En effet un entrepositaire agréé sans magasin ne peut, par définition, mettre en place un crédit de liquidation voire, le cas échéant, un crédit d'enlèvement, dans la mesure où les bases d'évaluation de ces crédits s'appuient sur l'activité fiscale quantifiée d'un ou de plusieurs entrepôts suspensifs de droits d'accises.

➔ Obligation du dépôt de la déclaration récapitulative mensuelle et de la déclaration annuelle :

La déclaration récapitulative mensuelle reprend la balance des entrées et des sorties, mais également le stock théorique en début et fin du mois précédent. En l'occurrence, ces deux derniers chiffres seront toujours égaux à zéro.

⁷³ Article 302 G 3° du code général des impôts.

⁷⁴ Article 286 H de l'annexe II au code général des impôts.

Dans le cas où un opérateur ne recevrait que des produits en droits acquittés et s'il ne réalise pas plus de 200 ventes de boissons alcooliques supérieures aux seuils⁷⁵, il doit conserver son statut mais il est dispensé de la tenue d'une comptabilité matières et du dépôt d'une déclaration récapitulative mensuelle (*Cf. question n° 12*).

A l'égard des entrepositaires agréés sans magasin, la déclaration annuelle aura pour seul effet la clôture des comptes. La transmission du résultat de l'inventaire annuel des stocks ne leur est pas applicable.

③ **Etablissement des titres de mouvement** : l'entrepositaire agréé sans magasin établit le titre de mouvement ou donne mandat à une tierce personne pour l'établir à son nom et pour son compte (*Cf. question n° 48*).

Le DAA/DAC sera ainsi établi :

➔ (case 1) ses références (nom ou raison sociale, adresse au lieu du siège social) et (case 2) le numéro d'identification attribué par son service de rattachement ;

➔ (case 10 - garantie) l'indication de l'engagement en tant que responsable de l'enlèvement sous la forme "EXPEDITEUR" et les références de sa caution ;

➔ (case 15) le numéro d'identification du fournisseur ;

➔ la signature de l'entrepositaire agréé sans magasin (ou celle du mandataire avec la mention "agissant au nom et pour le compte").

Le cas échéant, l'entrepositaire agréé sans magasin dépose un relevé de non-apurement des titres de mouvement (s'il réalise des opérations en suspension de droits)⁷⁶.

Lorsqu'un entrepositaire agréé sans magasin confie pour partie son activité à un autre entrepositaire agréé disposant d'un magasin, il sort de son statut de négociant sans magasin pour cette activité. Il doit alors prendre le statut de sous-entrepositaire et doit se conformer aux obligations y afférentes (identification spécifique, cautionnement, tenue de comptabilité matières, cf. ci-dessous).

II. LE REGIME DES SOUS-ENTREPOSITAIRES

1) Définition

Un opérateur choisit de confier la production, la transformation et/ou la détention de produits soumis à accises dont il est propriétaire à un entrepositaire agréé. Le premier opérateur, entrepositaire agréé, prend alors pour les activités confiées, la position de sous-entrepositaire chez le second opérateur qui est l'entrepositaire agréé principal, qui agit comme mandataire. Il s'agit d'une prestation de service particulière, négociée entre les deux opérateurs. L'entrepositaire agréé principal assume, au titre des activités qui lui sont confiées, des responsabilités supplémentaires.

L'entrepositaire agréé principal est mandaté pour effectuer tout ou partie des formalités inhérentes à l'activité et au statut d'entrepositaire agréé⁷⁷, le mandat peut donc être total ou partiel.

Il n'est pas nécessaire de prendre la position de sous-entrepositaire agréé lorsque des produits soumis à accises font l'objet d'un travail à façon avec retour de la marchandise au donneur d'ordre (par exemple : les traitements œnologiques ; le tirage, le remuage et le dégorgement pour les vins mousseux ; le conditionnement comme l'embouteillage, l'étiquetage et le marquage).

2) Cautionnement

L'acte de cautionnement de l'entrepositaire agréé principal, établi sur la base du cautionnement CIA 200⁷⁸, doit faire apparaître l'identité des sous-entrepositaires qui lui sont rattachés, leur numéro d'identification et faire référence pour chacun d'eux à la clause qui correspond au mode de cautionnement qu'ils auront choisi :

- la clause particulière F I (mandat total = ensemble des formalités accomplies par l'entrepositaire agréé principal),
- la clause particulière F II (mandat partiel = partie des formalités accomplies par l'entrepositaire agréé principal selon le schéma suivant : F II a – excepté pour l'expédition ; F II b – excepté pour la liquidation des droits ; F II c – excepté pour l'expédition et la liquidation des droits).

L'entrepositaire agréé principal doit disposer personnellement de toutes les garanties exigibles tant pour lui-même que pour l'activité du sous-entrepositaire dont il assume la responsabilité. Il est par ailleurs tenu d'informer le receveur dont il dépend de la prise en charge dans ses locaux des produits du sous-entrepositaire qu'il désigne.

Les entrepositaires agréés qui réalisent leurs opérations sous le nom de marques, de firmes ou d'enseignes, sous couvert desquels ils effectuent leur négoce et leur commerce, peuvent se faire identifier en qualité de sous-entrepositaire.

⁷⁵ Article 111-0A du code général des impôts.

⁷⁶ Lorsque les délais d'apurement sont dépassés, en application de l'article 302 P du code général des impôts.

⁷⁷ BOD n° 6464 du 3 novembre 2000 relatif au statut des opérateurs.

⁷⁸ BOD n° 6517 du 29 juin 2001.

Particularité visant les opérateurs communautaires non-résidents :

Les opérateurs communautaires non-résidents, qui ne souhaitent pas créer un établissement sur le territoire français et expédient des produits à destination d'un entrepositaire agréé installé en France, peuvent prendre la position de sous-entrepositaire agréé en France aux conditions suivantes :

- justifier du statut d'entrepositaire agréé et/ou d'assujetti à la TVA dans l'Etat où ils sont établis. Les opérateurs doivent produire une attestation des autorités nationales compétentes pour délivrer l'agrément correspondant ;
- être dûment cautionnés pour les expéditions en suspension de droits qu'ils réalisent à destination de la France (sauf dispense de caution attestée par les autorités compétentes de l'Etat membre de départ) ;
- mandater leur entrepositaire agréé principal français pour l'accomplissement de l'ensemble des formalités requises dans l'Etat membre de destination.

3) Obligations

3.1. Identification

Les conditions d'immatriculation du sous-entrepositaire varient selon la nature du mandat qu'il conclut avec l'entrepositaire principal :

- en cas de mandat total (Formule I), le sous-entrepositaire n'a pas à se faire identifier comme entrepositaire agréé puisque la responsabilité des opérations est assumée par l'entrepositaire principal. Qu'il soit établi en France ou dans un autre Etat membre, il est connu des services au moyen de son numéro de TVA. Il doit donc fournir au service gestionnaire de l'entrepositaire principal un extrait du K bis ;

- en cas de mandat partiel (Formule II), le sous-entrepositaire doit obtenir un numéro d'identification par lieu de risque correspondant à une activité d'entrepositaire (lettre A, N ou E) auprès du service déjà gestionnaire de l'activité de l'entrepositaire principal. Le sous-entrepositaire est donc tenu de posséder autant de numéros d'accises que de structures d'entrepôt désignées. Ce numéro d'identification est à inscrire en case n° 2 du DAA/DAC ou du DSA/DSAC que l'entrepositaire principal établit au nom du sous-entrepositaire.

3.2. Comptabilité matières

Les règles de tenue de la comptabilité matières du sous-entrepositaire par l'entrepositaire principal s'établissent comme suit :

- en cas de mandat total (Formule I), l'entrepositaire agréé principal doit individualiser dans sa propre comptabilité matières les comptes de ses sous-entrepositaires. Il dépose une déclaration récapitulative mensuelle globale ;

- en cas de mandat partiel (Formule II), l'entrepositaire agréé principal tient autant de comptabilités matières et dépose, en plus de la sienne, autant de déclarations récapitulatives mensuelles qu'il y a de sous-entrepositaires.

ANNEXE IV

TABLEAU DE SYNTHESE DES DOCUMENTS REQUIS POUR LA CIRCULATION DES PRODUITS SOUMIS A ACCISES

EA : entrepositaire agréé DB : débitant de boissons

BOISSONS	PARTICULIERS (circulation nationale) ⁷⁹		EA (ne concerne pas les ventes à distance)			PROFESSIONNELS NON EA (DB)	
	≤ 90 l ⁸⁰	> 90 l		<i>circulation nationale</i>	<i>circulation intracommunautaire</i>	<i>Circulation nationale</i>	<i>circulation intracommunautaire</i>
Vins en bouteilles max 10 l CRD obligatoire si ≤ 3 l	<i>Document économique simplifié (ticket de caisse, facture, bon de livraison)*</i>	<i>Document économique (facture, bon de livraison)**</i>	avec CRD	Aucun document#	DAA	Aucun document#	DSA ⁸¹
	<i>Si CRD, aucun document#</i>	<i>Si CRD, aucun document#</i>	sans CRD	DAA ou DSA	DAA	DSA	DSA
Vins mousseux en bouteilles max 10 l CRD obligatoire si ≤ 3 l	≤ 60 l	> 60 l	avec CRD	Aucun document#	DAA	Aucun document#	DSA
	<i>Document économique simplifié (ticket de caisse, facture, bon de livraison)*</i>	<i>Document économique (facture, bon de livraison)**</i>	sans CRD	DAA ou DSA	DAA	DSA	DSA
	<i>Si CRD, aucun document#</i>	<i>Si CRD, aucun document#</i>					
Cubis maxi 33 l	≤ 90 l	> 90 l	avec CRD	Aucun document#	DAA	Aucun document#	DSA
	<i>Document économique simplifié (ticket de caisse, facture, bon de livraison)*</i>	<i>Document économique (facture, bon de livraison)**</i>	sans CRD	DAA ou DSA	DAA	1) DSA si livraison 2) si le vendeur est un récoltant et les produits enlevés par un DB : facture ou bon de livraison valant DSA **	DSA
	<i>Si CRD, aucun document#</i>	<i>Si CRD, aucun document#</i>					

⁷⁹ Le particulier vient chercher les produits et les transporte lui-même (Articles 458 (9°) et 111 H octies et nonies de l'annexe III au code général des impôts). Cette obligation n'est valable que pour les produits achetés sur le territoire national.

⁸⁰ Dispositions des articles 444 du code général des impôts et 54-OU annexe IV.

* Ce document économique doit comporter les informations suivantes : le nom et l'adresse de l'expéditeur (ou raison sociale), le n° de référence et la date d'établissement du document, la nature et la désignation des produits transportés avec le cas échéant leur appellation d'origine et dénomination, les quantités, et selon le cas le titre alcoométrique volumique (TAV) acquis ou la masse volumique des boissons ; le prix hors taxe et le montant de la TVA si le document est une facture ou un ticket de caisse.

** Ce document comprend les informations décrites ci-dessus plus l'adresse et le nom du destinataire.

⁸¹ Ou DAA si le client est un opérateur enregistré ou un opérateur non enregistré.

Aucun document d'accompagnement, sans préjuger des documents exigés par les autres réglementations (facturation etc.).

BOISSONS	PARTICULIERS (circulation nationale et intracommunautaire)		PROFESSIONNELS/EA (ne concerne pas les ventes à distance)			PROFESSIONNELS/ DB		
				<i>circulation nationale</i>	<i>circulation intracommunautaire</i>	<i>Circulation nationale</i>	<i>circulation intracommunautaire</i>	
Alcools	≤ 10 l	> 10 l	avec CRD	Aucun document #	DAA	Aucun document #	DSA	
	Document économique simplifié* Si CRD, aucun document #	Document économique ** Si CRD, aucun document#	sans CRD	DAA ou DSA	DAA	DSA	DSA	
Produits Intermédiaires	≤ 20 l	> 20 l	avec CRD	Aucun document #	DAA	Aucun document #	DSA	
	Document économique simplifié*	Document économique**						
	Si CRD, aucun document#	Si CRD, aucun document#	sans CRD	DAA ou DSA	DAA	DSA	DSA	
Bières Article 302 M II du CGI	≤ 110 l	> 110 l	Aucun document si droits acquittés (sinon DAA)			DAA	Aucun document #	DSA
	Aucun document							
	≤ 90 l	> 90 l	Aucun document si droits acquittés (sinon DAA)					
Cidres, poirés, hydromels et pétillants de raisin Article 54 bis annexe IV du CGI	Aucun document# (droits acquittés)							Aucun document #

ANNEXE V

**STATUT APPLICABLE AUX DIFFERENTS CAS DE TRANSFERT D'EXPLOITATION
AVEC STOCK DE VIN OU ALCOOL Y AFFECTÉ**

Le présent tableau reprend les conséquences, sur le statut fiscal des opérateurs du secteur vitivinicole, des apports de vins ou autres produits soumis à accises à leur exploitation.

<div> <div>Moment du transfert</div> <div>Destinataire des produits</div> </div>	Lors de la constitution de la société ou en cas de blocage par comité interprofessionnel	Ultérieur à la constitution de la société	Autres transferts¹
Personne physique récoltant	Entrepositaire agréé « récoltant »	-	Entrepositaire agréé « négociant »
Groupement agricole d'exploitation en commun "GAEC" et Groupement foncier agricole "GFA"	Entrepositaire agréé « récoltant »	Entrepositaire agréé « récoltant »	Entrepositaire agréé « négociant »
Société civile d'exploitation agricole "SCEA" à objet purement agricole et Exploitation agricole à responsabilité limitée "EARL" familiale	Entrepositaire agréé « récoltant »	Entrepositaire agréé « récoltant »	Entrepositaire agréé « négociant »
Autres sociétés civiles ou commerciales	Entrepositaire agréé « récoltant »	Entrepositaire agréé « négociant »	Entrepositaire agréé « négociant »

¹ Transfert de vins autres que les transferts de vins faisant l'objet d'une mesure de déblocage par une interprofession.

ANNEXE VI
VENTES A DISTANCE

ETAT MEMBRE de destination	REPRESENTATION FISCALE	CONSIGNATION PREALABLE A L'EXPEDITION
Allemagne	Oui	Oui
Autriche	Oui	Oui
Belgique	Oui	Oui
Danemark	Obligatoire	-
Espagne	Obligatoire	-
Finlande	Obligatoire	-
France	Obligatoire	-
Grèce	Obligatoire	-
Irlande	Obligatoire	-
Italie	Obligatoire	-
Luxembourg	Oui	Oui
Pays-Bas	Obligatoire	-
Portugal	Obligatoire	-
Royaume-Uni	Obligatoire	-
Suède	Obligatoire	-

Ces informations sont indicatives.

ANNEXE VII

ETAT DES FORMALITES APPLICABLES AUX TRANSPORTEURS EN MATIERE D'ACCISES
(négociations en cours)

TYPE D'ACHEMINEMENT	STATUT FISCAL DES TRANSPORTEURS	TITRES DE MOUVEMENT ET TRAÇABILITE DES PRODUITS	ENREGISTREMENT DANS LA COMPTABILITE MATIERES	CAUTIONNEMENT	DECLARATION RECAPITULATIVE MENSUELLE
ACHEMINEMENT DIRECT SANS RUPTURE DE TRANSPORT ENTRE DEUX EA	AUCUN	LE TITRE DE MOUVEMENT ACCOMPAGNE LA MARCHANDISE AU COURS DU TRANSPORT	AUCUN	AUCUN	AUCUNE
MESSAGERIE (rupture de charge de très courte durée au cours du transport lors des passages par les plates-formes "étoiles")	LE STATUT D'EA EST NECESSAIRE POUR LA SOCIETE DE MESSAGERIE QUI PREND EN CHARGE LE TRANSPORT DE LA MARCHANDISE AGREMENT NATIONAL (IMMATRICULATION) → <i>désignation des plates-formes agréées + justification de l'activité fiscale déployée.</i>	PAS D'ANNOTATION DES TITRES DE MOUVEMENT MAIS MENTION CODIFIEE ACCISES SUR LES LISTINGS DETENUS PAR LES CONDUCTEURS DES MOYENS DE TRANSPORT	TENUE D'UNE COMPTABILITE MATIERES SIMPLIFIEE : Les références des titres de mouvement (n° des DAA, nom et numéro d'accises des EA) doivent être conservées dans les écritures de ces sociétés et doivent pouvoir être clairement et rapidement identifiables par rapport au numéro de lot correspondant.	CAUTIONNEMENT GLOBAL NATIONAL AU BENEFICE DE LA SOCIETE DE MESSAGERIE (référence à l'agrément national)	AUCUNE
GROUPAGE LOCAL ("messagerie locale" : temps de rotation des marchandises de 48 heures maximum)	STATUT D'EA PAR SITE	PAS D'ANNOTATION DES TITRES DE MOUVEMENT → <i>application du régime messagerie ci-dessus</i>	TENUE D'UNE COMPTABILITE MATIERES SIMPLIFIEE → <i>application du régime messagerie ci-dessus</i>	UN CAUTIONNEMENT ACCISES PAR SITE	AUCUNE
LOGISTIQUE (entreposage, dégroupage et regroupage des marchandises)	STATUT D'EA PAR SITE	PRISE EN CHARGE DES TITRES DE MOUVEMENT COMME TOUT EA (création, apurement, annotation, ...)	TENUE D'UNE COMPTABILITE MATIERES PAR SITE	UN CAUTIONNEMENT ACCISES PAR SITE	ENVOI D'UNE DRM
OVERSEAS (EXPORTATION ET IMPORTATION)	STATUT D'EA PAR SITE	PRISE EN CHARGE DES TITRES DE MOUVEMENT COMME TOUT EA (création, apurement, annotation, ...)	TENUE D'UNE COMPTABILITE MATIERES PAR SITE	UN CAUTIONNEMENT ACCISES PAR SITE	ENVOI D'UNE DRM

ANNEXE VIII

Ce tableau annule et remplace celui publié en page 89 du *BOD* n° 6466 du 18 novembre 2000.

**UTILISATION DES TITRES DE MOUVEMENT POUR LES PRODUITS VITIVINICOLES
EN FRANCE
(hors enlèvements à la propriété par les particuliers)**

Pour les transports des produits vitivinicoles⁽¹⁾ en vrac ou dans des récipients
d'un volume nominal supérieur à 5 litres, étiquetés, munis d'un dispositif de fermeture non récupérable
et dans des quantités supérieures à un certain volume⁽²⁾.

PRODUIT VITIVINICOLE	TYPE DE DOCUMENT
raisins frais sauf raisins de table ⁽³⁾	<ul style="list-style-type: none"> - Aucun document pour le transport par les récoltants du lieu de récolte au pressoir ou à la cuve de fermentation à l'intérieur du <i>canton de récolte et des cantons limitrophes</i>, sous réserve que le déplacement ait lieu dans l'aire de production (sauf dérogations antérieures à 1970 - cf. règlement du Conseil n° 1493/99 du 17 mai 1999). - DSA ou DSAC pour les expéditions par les récoltants à des pressoirs de vinification à l'intérieur d'un périmètre constitué par l'arrondissement de récolte et des cantons limitrophes. - DAA ou DAC pour tout autre transport.
moûts de raisins de cuve	- DAA ou DAC pour tout transport.
moûts de raisins partiellement fermentés moûts de raisins partiellement fermentés issus de raisins passerillés moûts de raisins frais, mutés à l'alcool	- DAA ou DAC pour tout transport.
moûts de raisins concentrés moûts de raisins concentrés rectifiés	- DAA ou DAC pour tout transport.
jus de raisins de cuve jus de raisins concentrés	- DAA ou DAC pour tout transport.
vins (<i>en vrac ou non fiscalisé</i>) vins nouveaux encore en fermentation vins aptes à donner du vin de table vins de table vins de liqueur vins mousseux ; vins mousseux gazéifiés vins pétillants ; vins pétillants gazéifiés vins vinés vins de raisins surmûris	- DAA ou DAC pour tout transport.
vinaigres de vin	- Aucun document .
marcs de raisins	- Bon de livraison ou d'enlèvement valant DSA.
lies et bourbes	- DSA ou DSAC . Validation du document à la réception des produits.
piquettes	- DAA ou DAC pour tout transport.

⁽¹⁾ Produits vitivinicoles repris à l'annexe I du règlement (CE) n° 1493/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune du marché vitivinicole.

⁽²⁾ Cinq litres pour les moûts de raisins concentrés, rectifiés ou non et 100 litres pour tous les autres produits.

⁽³⁾ Pour les négociants-vinificateurs, voir question n° 37.

INDEX
(les références renvoient aux numéros des questions)

Agrément	
- centralisation des agréments	40-87
- comptabilité matières	87-88
- entrepositaire agréé	1-2-8-59-84-85-annexes I, II et VII
- machine à timbrer	59-60
Alcoolats	155-156-157
Apporteur (de raisin ou de vendanges)	20-23-37-107
Apurement des DAA	48-77-78-83-85-93-114-162-annexes I, II, III et VII
Arômes	155-156-157
Arrondi (règles de)	164
Arrondissement de récolte	37-166-annexe VIII
Association	18-61(viticulteurs)
Attestation de consignation ou d'acquittement	17-72
Bière	4-11-64-110-annexes III et IV
Bon de livraison	12-37-38-66-74-75-92-104-155-157-annexes IV et VIII
Bourbes	annexe VIII
Bureau de sortie	37-69-85-86
Buvette	34
Capsules	questions n° 111 à 154
- agrément EA- maquette	24
- coopérative et adhérents	20-21
- gestion	100-161
- neutres	72
- sur bouteille	27-33-65-66-72-92-104-108
Cachet	53-55-112-annexe I
Caisse-outre	122-127
Cassis	98
Cautionnement	
- entrepositaires agréés	1-2-4-12-13-17-48-158-159
- entrepositaires sans magasin	annexe III
- machines à timbrer	62
- sous-entrepositaires	annexe III
- transporteurs	annexe VII
- travailleurs à façon	annexe I
- viticulteurs	20-25
Caviste	voir débitant de boissons, entrepositaire agréé
Cidre	11-64-95-annexe IV
Comité d'entreprise	18
Compensation	72-104-138-139-154
Comptabilité matières	questions n° 87 à 110
- agrément	2-7-11-60-87-88-89-90
- CRD	112-113-130-131-132-137-139-141-146-150-152
- entrées	35-53-78-79-91
- réintégration	103-104
- sorties	34-38-73-79-92
- tenue	4-12-13-17-18-19-20-22-24-26-32-36-46-75-81-155-157-158-159
Compte de transformation	annexes I, II, III et VII
Conditionnement	99-157
- peu courant	127
- règle de	135
- zone	3
Conditionnement à façon	voir travail à façon
Consommation familiale, personnelle	11-23-32-33-34-35-67-70-92
Contrôle	2-45-48-75-81-90-106-139-152
Convention	
- dématérialisation	46
- distribution de documents prévalidés	8-63
Corse	125
Cotisation (CVO)	149
Courtier	47-48
Cuverie	24-26-75-106
DAA/DAC	
- global	37
- tournant	15-139- annexes I et II
Débitant	
- de boissons	12-17-18-20-22-27-42-75-76-108-109-135-136-156-158-160-annexe IV
- de cru	27
Déclaration préalable	95
Dégustation	73-92-96-101
Dématérialisation	46
Dépôt vente	108

Destruction de capsules	132-133-138-139-150
Documents	38
- annexe III	12-17-35-40-45-65-6870-87-104-110-135-155-annexe IV
- économiques ou commerciaux	7-8-51-63-161
Domiciliation	
DSA/DSAC	
- global	37-66-74-101-109
- tournant	73
Echantillon	97
Embouteillage, mise en bouteilles	21-100-113-131-136-141-annexes II et III
Empreinte de machine à timbrer	43-44-45-57-64-78-93
Engagement de garantie	voir warrant
Enlèvement à la propriété	38-65-67-68-69-70-71-106-annexe IV
Entrepositaire sans magasin	9-annexe III
Erreur sur un document d'accompagnement	64-79
Exemplaire n° 3 (visa de)	54-72
Exonération	33-34-45-69-96-97-155-156-157-158-159-160
Exploitation viticole	20-21-22-23-28-30-33-37-73-130-143-166-annexe V
Exportation	14-82-83-84-85-86-128-134-137-138-annexe VII
Extrait alcoolique, parfumé	155-156
Fabricant	voir fournisseur
Facture	12-18-42-45-69-75-77-92-106-152-155-157-164-annexe IV
Foire	42-73-96-101
Fournisseur (alcool exonéré)	155-156-157-159
Frontalier	37
Garantie	voir cautionnement
Gare	3
Groupeage de commandes	18-68
Groupement d'entrepôts agréés	61-166
Immatriculation des machines à timbrer	57-59
Importation	82-83-84-85-86- annexe VII
Imprimeur de documents prévalidés	63
Inscription en comptabilité matières	
- des bières	110
- des capsules représentatives de droits	100-137-146
- des écarts sur le document d'accompagnement	94
- des enlèvements	93
- des entrées	24-46-91-103-104-annexe III
- des sorties	46-73-92-96-101-annexe III
- inscription hebdomadaire	106
Intermédiaire	155-156-157-158
Interruption de transport	annexe I
Journal de vente	75-92-106
Jus résiduels	36
Limite quantitative	voir réserve quantitative
Liquidation des droits d'accises	45-82-164-annexe III
Livraison	
- à l'étranger	139-154
- au particulier	18-66-72-138-annexe IV
- de CRD	112
Machine à timbrer	7-8-37-38-43-44-45-48-49-54-57-58-59-60-64-68-86-161
- collective	61-62
MADT	13
MAE	14
Mairie	18-91
Mandat	36-37-47-48-71-83-86-105-108-130-141-142-annexe III
Manquant	92
- capsule	112
Marché	voir foire
Millésime	117
Moûts	23-28-29-35-38-91-95-annexe VIII
Négociant-vinificateur	37
Numéro	
- d'accises	1-2-5-6-24-85-111-annexes I, III et VII
- d'agrément	voir numéro d'accises
- de CRD	24-116-118-130
- de CVI	32
- d'immatriculation d'une machine à timbrer	8-59
- d'utilisateur (UT)	155-156
Occasionnel	15-143
Organisme professionnel	61-63-145-149-150
Parapharmacie	160
Particulier (statut)	20-21-22-23-31
Période transitoire (moratoire CRD)	120-147
Perte du document d'accompagnement	63-78
Petit producteur	11-41-42-51-106-109
Pré-authentification	49

Préparation alimentaire	155-159
Pressoir	31-35-37-annexe VIII
Prestation de service	140 à 142-annexes II et III
- CRD	113
- entre caves coopératives	20-22
- travail à façon	140 à 142-annexe II
Preuve alternative	77-78-162
Prévalidés	78
- autorisation d'utiliser des prévalidés	7-8-47-48-53-161
- distribution	50-51-55-63
Rayon de franchise	37
Récépissé	8-49-annexe I
Régénérateurs	36
Registre d'embouteillage	100-131
Réintégration	
- de CRD	146
- en droits acquittés	104-133-138-152
- en suspension de droits	91-103-139
Relogement	22-25-166
Remboursement	72-98-138-139
Répartiteur de CRD	126-143-144 à 150
Report de paiement	148
Représentant en frontière	83-85-86-137
Représentant fiscal	17-41-72-73-annexe VI
Réserve quantitative	voir warrant
Résidant dans l'Union européenne	68-70-71-72-138-annexe III
Restitution à l'identique (≠ rétrocession à l'équivalent)	20
Retour / refus de marchandise	15-42-81-91-101-103-104-113-133-137-139-141
Rétrocession à l'équivalent (≠ restitution à l'identique)	20-21
Seuil	20-27-65-68-69-158-annexe III
- de distribution de prévalidés	50
- des 200 ventes par les entrepositaires agréés	12-17
Site d'exploitation	3-4-73-96-143-annexe VII
SOFI	82
Sous-entrepositaire	2-10-105-130-141-142-annexes II et III
Stockage	18-24-155-annexe II
- à l'étranger	105
- par un transporteur	81-annexe I
Stock dormant	19
Succession	19
Sucre	90-162
Système informatisé	88
Taxe parafiscale	142-149
Tiré-bouché	134
Transfert d'exploitation	30-annexe V
Transit CI	80 et 81-annexe I
Transit douanier	13-84
Transporteurs	16-17-37-47-71-81-103-104-114-annexes I et VII
Travail à façon	15-22-113-140 à 142-annexes I, II et III
Utilisateur (UT)	155-156
Validation	37-38-43-46-49 à 64-86-88-93-148-annexe VIII
Vendange fraîche	23-28-29-37
Vente à distance	17-72-138-annexes IV et VI
Vente au caveau	27-67-92
Vignette	52
Vinification en commun	23
Vin mousseux	11-95-123-annexes II, III, IV et VIII
Vin remis aux salariés	33
Visa de l'exemplaire n° 3	54-72
Vrac	20-21-34-75-76-92-106-136-annexe VIII
Warrant	129-161